



LE COURRIER

PUBLICATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Volume II. — No 6.

Prix : 25 Frs., 10 Cents (U.S.A.), 6 Pence (R.-U.)

JUILLET 1949.

Les obligations culturelles de l'Etat moderne

A LA "TRIBUNE LIBRE DE L'UNESCO", S'AMORCERA, EN SEPTEMBRE, UN DEBAT MONDIAL SUR LE DROIT DES PEUPLES A LA CULTURE



UN débat international sur les mesures que chaque pays peut et doit prendre pour améliorer la compréhension entre les peuples figure à l'ordre du jour de la quatrième session de la Conférence générale qui s'ouvrira à Paris en septembre prochain et durera, selon les dernières décisions du Conseil exécutif de l'Organisation, du 19 septembre au 5 octobre. Parmi les manifestations prévues à cette occasion, ce débat sera sans doute la plus importante. Il durera trois jours et sera organisé avec la participation de personnalités célèbres du monde entier. Le sujet en est défini dans les termes suivants :

"Quels sont les devoirs de l'Etat en matière d'éducation, de science et de culture, dans l'intérêt d'une meilleure compréhension entre les peuples et quelles mesures pratiques doit-il prendre pour s'acquitter de ces devoirs ?"

Au lieu de se dérouler, comme les autres séances de la conférence, à la Maison de l'Unesco, ce débat aura lieu dans une grande salle de conférence de Paris, ce qui permettra à un public nombreux d'y assister. Les soirées des 27, 28 et 29 septembre ont été réservées à cette manifestation pour permettre aux délégués à la Conférence, aux groupements culturels, aux organisations d'étudiants et au grand public d'entendre traiter ce sujet par d'éminentes personnalités venues de toutes les parties du monde.

LES débats seront retransmis par la Radio-diffusion française et ce programme sera relayé dans le monde entier. On voudrait faire naître ainsi un grand mouvement d'opinion en faveur de l'Unesco et de ce qu'elle représente, et montrer quelle contribution la culture, la science et l'éducation peuvent fournir en faveur de la compréhension internationale et de la paix du monde.

Le Conseil exécutif s'est réuni du 9 au 15 juin pour l'une des plus importantes sessions qu'il ait tenues depuis la création de l'Unesco. Il a approuvé sans réserves la participation de l'Unesco au plan des Nations Unies pour l'assistance technique aux pays insuffisamment développés, décidé l'établissement d'un bureau régional de l'Unesco pour l'hémisphère occidental et alloué des crédits pour l'aide aux enfants réfugiés, au Moyen-Orient et en Grèce. Il a en outre approuvé, sur le rapport du directeur général, l'œuvre pratique et concrète accomplie par l'Unesco depuis quatre mois et adopté un projet de programme et de budget pour 1950.

Enfin le Conseil a arrêté le programme de la quatrième session de la Conférence générale, qui doit se tenir à Paris du 19 septembre au 5 octobre ; la durée en a été prolongée de trois jours pour permettre aux représentants des Etats membres d'examiner en détail le plan d'assistance technique aux pays insuffisamment développés.

Le Conseil exécutif de l'Unesco, qui se compose de dix-huit membres élus par la Conférence générale, joue le rôle de Conseil d'administration de l'organisation, dans l'intervalle des sessions annuelles de la Conférence. Ses membres, quoique tous de pays différents, ne représentent pas leurs gouvernements respectifs, mais la Conférence, et ils sont élus à titre personnel. Cette année, le Conseil exécutif est présidé par l'un des hommes de science le plus éminent de l'Inde, Sir Sarvepalli Radhakrishnan, et par le grand spécialiste vénézuélien des questions internationales, le Dr C. Parra-Perez.

AU CONSEIL EXECUTIF

L'AIDE AUX ENFANTS GRECS

MESURES D'URGENCE

maire et éducation fondamentale des adultes ; production et emploi du matériel d'enseignement et en particulier du matériel d'information des masses ; besoins techniques de la presse, de la radio et du cinéma ; formation professionnelle des professeurs et techniciens de toutes catégories ; organisation de la recherche scientifique et des laboratoires d'études ; protection du patrimoine culturel national.

Les méthodes d'application dépendront de la nature des besoins de chaque pays.

La méthode la plus directe, qui serait immédiatement applicable, consisterait à envoyer dans les pays intéressés des conseillers techniques qui tantôt donneraient des avis en matière d'administration, tantôt seraient chargés de créer des institutions nouvelles (centres de formation pour les professeurs, laboratoires scientifiques, etc.) et de les aider de leur expérience pendant un an ou deux.

L'Unesco prévoit, en outre l'envoi de missions d'enquête ; la création de postes scientifiques régionaux permanents ; l'application d'un vaste programme d'éducation comportant l'octroi de bourses, l'organisation de stages d'études, d'entretiens, d'expériences-témoins d'éducation de base, et la création de centres régionaux de formation professionnelle ; enfin des distri-

butions de livres et de périodiques de caractère éducatif, scientifique et technique, la publication de brochures et de monographies spéciales et la création d'instituts scientifiques et techniques.

(On trouvera à la page 11 du présent bulletin des précisions sur le programme d'assistance technique de l'Unesco).

Si la Conférence générale de l'Unesco adopte les propositions qu'a approuvées le Conseil exécutif et si le Conseil économique et social ratifie le plan général d'assistance technique, l'Unesco sera prête à agir en 1950.

Aide aux enfants réfugiés en Grèce et au Moyen-Orient

REPONDANT à l'appel adressé à l'Unesco par les Nations Unies, le Conseil exécutif a approuvé des mesures d'urgence en faveur des enfants grecs réfugiés.

L'appel des Nations Unies, qui a été

communiqué à l'Unesco par M. Trygve Lie, et fait suite au rapport du "Comité spécial des Nations Unies pour les Balkans", signale qu'en Grèce le nombre des réfugiés s'est élevé de 18.600 en janvier 1947, à 666.000 en janvier 1949, ce qui représente un dixième de la population grecque. Mais comme ces chiffres ne tiennent compte que des demandes de secours formulées par ceux qui ont fait connaître leur dénuement, on peut supposer que le nombre réel des réfugiés grecs atteint près d'un million.

On ne connaît pas le nombre exact des enfants, parmi ces réfugiés ; mais on sait que leur situation est particulièrement tragique dans l'Europe d'aujourd'hui. Depuis 1940, la Grèce a été ravagée par la guerre et par des troubles de toutes sortes. Aucun enfant au-dessous de neuf ans ne connaît la signification du mot "paix". Il y a plus de deux ans, l'Unesco avait effectué une enquête sommaire sur les pertes qu'avaient subies en Grèce les institutions d'enseignement, et l'un des enquêteurs affirmait : "Il est impossible de surestimer les pertes de l'enseignement." Le volume I du Book of Needs, publié en 1947, signale, d'autre part, que "ce sont les écoles et les institutions destinées aux enfants victimes de la guerre qui offrent en Grèce le plus triste spectacle".

(Lire la suite en page 2.)

Le programme d'assistance technique

Le Conseil exécutif a approuvé sans réserves le vaste programme d'assistance technique aux pays insuffisamment développés établi par l'Unesco. D'autres institutions spécialisées des Nations Unies, et notamment l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la Santé, ont également examiné le plan d'assistance technique des Nations Unies ; M. Trygve Lie, secrétaire général des Nations Unies, présente les points de vue et les suggestions de l'Unesco et de ces diverses institutions dans un rapport au Conseil économique et social, réuni à Genève le 4 juillet.

Les crédits nécessaires à la réalisation du programme d'ensemble pendant les deux premières années ont été évalués à 85 millions de dollars. La participation de l'Unesco s'éleverait à 16.855.500 dollars.

Dans ce programme, l'Unesco aura à s'occuper des questions suivantes : enseignement technique, enseignement pri-

Conférence à Elseneur



Lire dans notre supplément le discours de M. Torres Bodet sur : "Les adultes et l'avenir de notre culture".



Culture populaire



Un groupe photographié à la Conférence d'Elseneur : (de gauche à droite) M. A. Basdevant (France), M. R.-K. Gardiner (Côte de l'Or), Mile Gould-Adams (G.-B.), et M. E.-A. Corbett (Canada).

Création d'un Bureau régional de l'Unesco pour l'hémisphère occidental

(Suite de la première page)

Mais que dire de la situation actuelle, quand des milliers d'enfants sans foyer sont venus grossir le nombre des réfugiés ?

Le Conseil exécutif de l'Unesco a estimé qu'une organisation qui se propose de sauvegarder les vraies valeurs pour les générations à venir, se devait de répondre à l'appel des Nations Unies. Mais il s'est évidemment rendu compte que l'Unesco, ne disposant pour la reconstruction que de crédits très limités — dont la quasi-totalité a déjà été affectée cette année à d'autres secours — ne pourrait trouver les sommes nécessaires pour donner à ces enfants un minimum d'aide.

Le Conseil a cependant estimé que s'il faisait un geste, les commissions nationales, les clubs de l'Unesco et d'autres organisations nationales et internationales pourraient être amenés à limiter et qu'en s'ajoutant les uns aux autres, tous ces efforts pourraient aboutir à des résultats positifs.

Le Conseil exécutif a donc voté l'octroi d'une première subvention de 10.850 dollars à prélever sur les réserves du Fonds de Reconstruction de l'Unesco "pour les secours de première urgence, d'ordre éducatif et culturel, qui témoignent du désir qu'a l'Unesco d'aider les réfugiés grecs, dans les domaines relevant de ses préoccupations, en union avec les autres institutions des Nations Unies qui leur viennent en aide".

Sur la recommandation du directeur général de l'Unesco, le Conseil exécutif a également décidé d'envoyer en Grèce un de ses membres, le professeur Paulo de Berredo Carneiro (Brésil), qui effectuerait sur place, avec l'assentiment du gouvernement grec, une enquête sur les besoins scolaires des enfants réfugiés. Les 10.850 dollars accordés par l'Unesco seront mis à la disposition du professeur Carneiro, pour être utilisés de la manière qu'il jugera adéquate.

Les informations recueillies par le professeur Carneiro permettront à M. Torres Bodet d'établir un plan d'action qui associera l'Unesco, ses commissions nationales et les organisations nationales ou internationales participant à sa campagne de reconstruction, dans un effort commun pour résoudre le problème de l'éducation des enfants grecs réfugiés. Dès qu'elle disposera des renseignements nécessaires, l'Unesco adressera un appel à ces organisations.

(Voir à la page 3 de ce numéro un article sur les écoles qui ont été instituées dans les camps de réfugiés au Moyen-Orient. Cet article a été écrit par un représentant de l'Unesco récemment chargé de visiter ces écoles. On y trouvera également un appel lancé par l'Unesco pour obtenir les 25.000 dollars nécessaires pour assurer le fonctionnement des écoles de réfugiés au Liban, en Syrie, en Transjordanie et en Palestine, dans les régions de Jéricho et de Gaza).

Le gouvernement cubain offre au Bureau de l'Unesco un hôtel de la Plaza del Mayo

EN approuvant la création d'un bureau régional de l'Unesco à La Havane, Cuba, le Conseil exécutif a voulu assurer à l'Unesco une meilleure représentation dans l'hémisphère occidental.

Le bureau de La Havane, premier centre régional de l'Unesco, commencera à fonctionner le 1^{er} septembre. Il aura pour mission essentielle de faire mieux connaître l'Unesco dans l'hémisphère occidental, de resserrer, dans cette région, les liens entre les Etats membres et les Commissions nationales, et d'obtenir leur participation active à la réalisation du programme de coopération culturelle de l'Unesco, tâche à laquelle se consacre déjà le Conseil culturel interaméricain de l'Organisation des Etats américains.

La création de ce bureau régional a été décidée en accord avec le gouvernement cubain qui a offert de participer aux frais pour une somme annuelle de 10.000 dollars. Le gouvernement cubain a mis à la

disposition du bureau un magnifique immeuble situé sur la Plaza del Mayo, en face de la grande baie de La Havane ; il a en outre décidé d'accorder au personnel les privilèges diplomatiques et la franchise postale et de l'exempter des droits de douane.

Au début, ce bureau limitera son action aux Etats voisins (Antilles, Amérique centrale, Colombie, Equateur, Mexique et Venezuela). Plus tard, lorsqu'il aura acquis une plus grande expérience des problèmes régionaux, son rayon d'action pourra progressivement s'accroître. En 1949, le personnel du bureau régional ne comprendra que quatre personnes dont un spécialiste de l'éducation de base.

La question des bureaux régionaux a fait l'objet de vives discussions aux deux dernières sessions de la Conférence générale de l'Unesco ; certaines délégations s'étaient montrées nettement hostiles à toute décentralisation des activités de l'Unesco. C'est à la conférence de Mexico, en 1947, qu'a été émise l'idée des bureaux régionaux ; le principe n'en a été admis qu'à la suite de longues discussions et sous réserve de l'accord des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'organisation des Etats américains.

L'année dernière, à la conférence de

Beyrouth, le compte rendu des négociations entreprises et la résolution prévoyant la création d'un centre régional à Cuba donnèrent lieu, de nouveau, à des discussions animées. En définitive, la Conférence adopta une résolution chargeant le directeur général "de créer le plus tôt possible un office régional de l'hémisphère occidental", en accord avec le Conseil exécutif ainsi qu'avec l'organisation des Etats américains, les Nations Unies et les institutions spécialisées.

Comme la Conférence générale, le Conseil exécutif a hésité avant d'approuver, le mois dernier, la création d'un bureau à La Havane. Bien que M. Torres Bodet ait déclaré que ni l'organisation des Etats américains, ni les Nations Unies, ni les institutions spécialisées ne s'opposaient à la création de ce bureau régional, certains membres du Conseil ont insisté sur l'idée qu'un tel bureau ne pouvait être établi dans l'hémisphère occidental sans le concours technique et financier de l'organisation des Etats américains dont l'influence, pour tout ce qui concerne l'éducation, est si puissante en Amérique ; "c'est en coopérant étroitement avec cette organisation, ajoutaient-ils, que l'Unesco pourrait le mieux faire connaître ses idées et développer son action dans les deux Amériques".

En acceptant, finalement, la création immédiate, à La Havane, d'un bureau régional de l'Unesco, le Conseil exécutif a remercié le gouvernement cubain des dispositions qu'il avait prises pour faciliter la chose, et il a prié le directeur général d'examiner avec l'organisation des Etats américains le mode de collaboration qui devrait s'établir entre les deux organisations. Le Conseil exécutif a également demandé à M. Torres Bodet de présenter à la cinquième conférence générale de l'Unesco, prévue pour l'année prochaine à Florence, un rapport où seraient examinés l'œuvre accomplie par le Bureau, les enseignements à en tirer et la possibilité de confier au Bureau certaines initiatives cadrant avec le programme de l'Unesco.

Programme et budget de l'Unesco pour 1950

LE Conseil exécutif a étudié le projet de programme et de budget pour 1950, soumis à son examen par le directeur général. Le Conseil a approuvé le programme proposé pour la quatrième année de l'Unesco et a décidé de recommander à la conférence générale de Paris un budget de 8.962.220 dollars, ce qui représente une augmentation de 1.200.000 dollars par rapport à 1949.

Dans son rapport à la Conférence générale, le Conseil exécutif s'est déclaré convaincu que "les activités et les crédits prévus demeurent modérés par rapport aux besoins actuels du monde en matière d'éducation, de science et de culture".

Il convient de remarquer que le projet de programme de 1950 ne diffère pas sensiblement de celui qui avait été adopté à Beyrouth et dont l'application devait s'étendre sur deux ans au moins. Dans une déclaration au Comité du programme du Conseil exécutif, M. Torres Bodet a souligné que si, en présentant un programme réduit, il demandait un budget accru, c'était par "souci de réalisme", "car pour atteindre des buts concrets et tangibles, il faut moins de projets et plus de crédits". Lorsque la Conférence générale se réunira à Paris en septembre, il lui appartiendra de prendre les décisions définitives concernant le programme et le budget de 1950.



Le Bureau régional de l'Unesco, qui s'ouvrira à la Havane, en septembre, est situé près de la cathédrale, un des plus beaux monuments baroques de la capitale

L'UNESCO AIDE LES PAYS DEVASTES A RELEVER LEURS INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

L'UNESCO a alloué une somme de \$144.150 prélevée sur sa caisse d'urgence pour aider onze pays dévastés à relever leurs institutions éducatives, scientifiques et culturelles.

Dans la réalisation de ce programme, la Tunisie et l'Indonésie reçoivent chacune une allocation de \$9.300 ; l'Italie, l'Autriche et l'Iran, \$10.850 ; la Grèce, les Philippines, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, \$12.400 ; la Chine \$23.250 ; et la Pologne \$20.150.

Ces fonds seront utilisés pour subvenir aux besoins de première urgence. L'Unesco a suggéré aux gouvernements intéressés que la moitié de ces fonds serve à l'achat d'équipement scientifique, le restant pouvant être consacré à l'achat de Bons de Livre Unesco et de fournitures pour les musées.

Depuis janvier 1947, l'Unesco a consacré un total de \$705.000 à des achats d'urgence destinés au relèvement de l'éducation. L'Organisation souligne toutefois que cette contribution nécessairement restreinte ne représente qu'une aide symbolique, puisqu'elle ne peut faire face qu'à une fraction infime de besoins pressants de l'Europe et de l'Asie.

1 Les ressources de l'Unesco seront consacrées, d'une part, à des services de caractère durable, dûment approuvés, et, d'autre part, à l'exécution d'un nombre limité de projets particuliers déterminés de temps à autre par la Conférence Générale. Toutes ces activités doivent constituer un ensemble cohérent et se rapporter à des questions d'une importance et d'une utilité évidentes.

2 Dans tous les domaines d'intérêt commun, l'Unesco coopérera étroitement avec les Nations Unies et leurs Institutions spécialisées.

3 L'Unesco s'efforcera d'associer le plus possible à l'exécution de son programme l'action des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales qui, dans des domaines précis, visent à des buts semblables ou apparentés aux siens.

4 L'Unesco aidera, si besoin est, à la création, au développement et à la coordination d'organisations internationales dont les buts soient en accord avec les siens dans les domaines de sa compétence.

5 L'Unesco s'attachera à utiliser, par l'intermédiaire des commissions nationales des Etats membres, les services des organisations et institutions nationales qui se consacrent à l'éducation, à la science, à la culture et à l'information des masses, en vue d'associer ces organisations et ces institutions à l'œuvre générale de coopération internationale.

6 En matière d'éducation, l'Unesco jouera le rôle de centre d'échanges et de diffusion des idées et des méthodes, afin d'encourager le développement d'un enseignement efficace, se proposant avant tout d'apprendre aux peuples à

se comprendre mutuellement, de former de bons citoyens et de donner à chacun, riche ou pauvre, rural ou citadin, sans distinction de couleur, de race, de sexe ou de croyance, le droit de recevoir le genre d'éducation le plus propre à lui assurer la possibilité d'épanouir sa personnalité et de s'acquitter de ses responsabilités sociales.

7 Afin de contribuer au progrès intellectuel et à l'amélioration des conditions de vie de la communauté des hommes, l'Unesco favo-

UN MANIFESTE DE L'UNESCO

La nouveauté la plus importante du programme pour 1950, dont le Conseil exécutif a approuvé le projet le mois dernier, est une liste de dix-huit directives qui, après leur adoption par la Conférence générale en septembre, serviront de principes fondamentaux pour toute l'action future de l'Unesco. Ainsi les résolutions précises du programme se trouveront reliées aux règles générales énoncées dans la constitution de l'Unesco. Ces directives ont été conçues tant pour déterminer l'orientation du travail à accomplir que pour mieux faire comprendre au grand public le but de l'Organisation et son activité.

8 L'Unesco favorisera les échanges intellectuels et artistiques entre les peuples, afin de développer en eux, dans le respect mutuel de

leurs cultures, la conscience de la solidarité humaine.

10 Pour aider chacun à apprendre à mieux connaître les autres peuples par expérience personnelle, l'Unesco encouragera les initiatives ayant pour objet de faciliter les voyages à l'étranger, à des fins d'études, de recherches et d'enseignement.

11 L'Unesco favorisera la connaissance réciproque des peuples en s'attachant à faciliter, à accroître et à améliorer l'information

12 L'Unesco, prenant d'abord en considération les besoins des pays dévastés, élargira progressivement, dans la mesure de ses possibilités, en une action plus générale tendant à élever le niveau de l'éducation, de la science et de la culture, l'effort qu'elle consacre actuellement à la reconstruction.

13 L'Unesco accordera une attention croissante aux besoins d'ordre éducatif, scientifique et culturel des pays insuffisamment développés du point de vue économique, tout en respectant l'originalité de leur culture.

14 L'Unesco apportera un intérêt constant aux problèmes de sa compétence qui se posent dans les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, et ceci en conformité avec les besoins et les traditions des populations et en collaboration avec les autorités locales par l'entremise des Etats chargés de l'administration de ces territoires.

15 L'Unesco s'efforcera d'associer le plus possible la jeunesse à l'exécution de son programme et à la propagation de l'esprit qui l'inspire et, à cet effet, elle s'attachera à obtenir notamment la coopération des éducateurs et des dirigeants de mouvements de jeunesse.

16 L'Unesco se tiendra en liaison avec les organisations internationales non gouvernementales du travail et, par l'intermédiaire des commissions nationales, avec les organisations nationales du travail afin de les encourager à participer activement à l'exécution du programme de l'Unesco.

17 L'Unesco contribuera à diffuser la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, à promouvoir l'adhésion aux principes qui y sont contenus et à encourager la réalisation des conditions d'ordre éducatif, scientifique et culturel nécessaires à une meilleure application de ces principes.

18 Dans toutes ses activités, l'Unesco aura comme principal souci de servir la cause de la paix à laquelle elle est consacrée.

Par
**WILLEM
VAN VLIET**

Une tournée d'inspection dans les écoles de réfugiés du Moyen-Orient



Une cloche a sonné dans le désert

TRES tôt, ce matin-là, nous avons quitté Amman pour atteindre El Shune. Il faisait encore frais. La circulation était assez calme sur la route de Jérusalem, que les troupes ne fréquentent plus. De temps en temps, un troupeau de chèvres nous barrait le chemin, et la voiture devait ralentir; avec force cris et gesticulations, le pasteur poussait ses bêtes sur le bas-côté de la grande route poussiéreuse, et nous repartions.

Nous dépassâmes un écriteau indiquant "niveau de la mer", et il commença à faire de plus en plus chaud. Nous descendions toujours, laissant derrière nous les quelques villages pittoresques de la Transjordanie.

Vers onze heures, nous atteignîmes le camp d'El Shune, dont les huttes basses s'alignent au bord de la vallée du Jourdain. A notre gauche scintillait la mer Morte, à notre droite s'étendaient de longues rangées de tentes éclatantes de blancheur sous le soleil brûlant. C'était le camp d'El Shune, où 20.000 réfugiés vivent avec une ration de 1.500 calories par jour — soit deux fois moins que la ration normale.

Sous un soleil de plomb

JE fus accueilli par le directeur du camp, un jeune volontaire hongrois qui me fit entrer sous une tente et me présenta au médecin danois et à son équipe d'infirmières britanniques. Ils me donnèrent les dernières nouvelles du camp. Le matin même, deux jeunes réfugiés avaient été enlevés par une tribu de Bédouins, et trois cents hommes étaient partis à leur recherche. Il y avait, me dirent-ils, l'habituelle série de morsures de serpents à soigner; et le bruit courait que le camp allait être transféré vers le nord.

A l'extérieur de la tente, la chaleur était devenue intolérable: il était midi. Nous nous dirigeâmes vers "l'école" du camp, traînant les pieds dans le sable brûlant. S'il est vrai que c'était une "école", puisqu'on y instruisait des enfants, rien n'y rappelait ce que nous désignons habituellement par ce terme.

Il n'y avait aucun bâtiment; il n'y en a d'ailleurs aucun à plus de 80 km. à la ronde. C'était le désert où avait vécu et erré saint Jean-Baptiste, "voix clamant dans le désert".

Les enfants étaient assis à même le sable brûlant. Nous allions d'une classe à l'autre; les plus petits, garçons et filles, étaient abrités sous des tentes, mais les grands travaillaient en plein air, sous un soleil de plomb.

Les élèves comme les maîtres dépendaient des trésors d'imagination et d'ingéniosité. Il leur fallait bien puisqu'ils n'avaient rien pour écrire. Les exercices d'écriture consistaient à épeler des mots, et l'arithmétique se réduisait au calcul mental.

"Une cloche, s'il vous plaît!"

UNE classe de trente garçons écoutait une leçon d'anglais. Nul mieux que ce jeune maître palestinien n'a pu se rendre compte, à ses dépens, à quel point l'orthographe diffère de la prononciation dans cette langue. "Comment épeler-vous ce mot?" demandait-il à chaque mot nouveau. Et ses ouailles, trempées de

M. WILLEM VAN VLIET, membre du Département de la Reconstruction, vient de passer un mois à visiter les écoles de réfugiés que diverses organisations privées ont créées au Liban, en Syrie, en Palestine et en Transjordanie sous le patronage de l'Unesco.

Il décrit, dans l'article ci-dessous, une de ces écoles telle qu'elle lui est apparue: c'est celle du camp d'El Shune, dans la vallée du Jourdain; il expose, à cette occasion, les difficultés auxquelles se heurtent les éducateurs en diverses régions du Moyen-Orient.



Sous le soleil du désert, de petits Arabes, studieux, se sont groupés pour la leçon. (Photo prise par M. Van Vliet, dans la vallée du Jourdain.)

sueur, répondaient: "L-A-U-G-H". "Bien; et maintenant, celui-ci?" "S-P-E-A-K..." Il n'y avait pas même un tableau noir à El Shune.

Après avoir inspecté les trente-deux classes, nous revînmes péniblement à la tente où le directeur de l'école, M. Fatah Nounih, avait installé son quartier général. Là encore, l'improvisation gardait tous ses droits, et le directeur avait promu une vieille caisse au rang de bureau.

Il s'inquiétait, ce matin-là, de ce que les deux cahiers qui lui servaient de registres fussent presque terminés. Chaque matin, me dit-il, ses trente-deux adjoints lui communiquaient le chiffre des présents; ce matin-là, 1.946 garçons et filles avaient répondu à l'appel.

Je dressai la liste de tout ce qui manquait à l'école d'El Shune: 32 tableaux noirs, 6.000 cahiers, 2.000 crayons, des livres de lecture arabe, de nouvelles méthodes d'anglais. Lorsque j'eus terminé, M. Nounih ajouta gravement: "Et une cloche, s'il vous plaît".

Je crus qu'il plaisantait. "Vraiment?" demandai-je. "Mais oui, insista-t-il, une cloche est indispensable dans une école."

—o—

Deux semaines plus tard, en rédigeant mon rapport, à Paris, j'entendais encore la voix de M. Nounih, insistant: "Et une cloche, s'il vous plaît". Une cloche! Quelle étrange demande! Une cloche d'école sonnait dans le désert!

Je me rappelai d'autres écoles que j'avais visitées en Transjordanie, dans la Palestine du Sud, au Liban. Certaines s'abritaient dans des baraquements militaires, d'autres sous la tente, d'autres encore étaient en plein air. Et partout

c'était le même tableau: des enfants assis à même le sol, sans aucun matériel et, malgré tout, profondément attentifs aux leçons.

"Nous avons eu assez de vacances"

PARTOUT, la même "soif de savoir". Les fillettes de l'école du camp de Nazareth, près de Gaza, dans la Palestine du Sud, venaient d'être vaccinées contre le typhus, quand leur maîtresse leur dit qu'elles pouvaient rentrer chez elles, elles s'y refusèrent: "Nous avons eu assez de vacances."

L'une des raisons de cette "soif de savoir" est, à mon avis, que ces gens ont appris à apprécier l'instruction bien avant de devenir des réfugiés.

Sous l'administration britannique, l'enseignement en Palestine était surtout pratique: l'instruction élémentaire, dans les écoles du premier degré, comportait des cours d'agriculture, et souvent des travaux pratiques de jardinage.

Les maîtres palestiniens qui exercent dans les camps de réfugiés s'efforcent de copier ce système d'aussi près que possible.

J'ai été frappé de voir à quel point le moral est meilleur dans les camps où fonctionnent déjà des écoles que dans ceux qui en sont dépourvus.

L'Unesco, le Comité de l'Appel du Lord-Maire de Londres en faveur de l'Enfance, et le Comité norvégien de l'U.N.A.C. ont fourni à 11.000 de ces enfants réfugiés des pupitres, des cahiers, des crayons, des manuels et des tableaux noirs. Mais plus de 15.000 enfants fréquentent encore des écoles où manquent toutes fournitures scolaires, et 150.000 ne reçoivent aucune instruction.

Les écoliers français se cotisent pour Moulin-Vieux

LES écoliers français se sont cotisés pour subvenir partiellement aux frais d'un camp de vacances international, organisé à l'intention des orphelins de guerre dans la République d'enfants de Moulin-Vieux, aux environs de Grenoble.

C'est la Commission Nationale Française pour l'Unesco qui a demandé aux écoliers de donner chacun un minimum d'un franc. Cette collecte a rapporté, dans toute la France, un million et demi de francs. Les frais d'installation et d'entretien du camp ayant été estimés à 3 millions de francs, la moitié des frais se trouvent ainsi couverts.

Le camp s'ouvrira en août, sous le patronage de la Fédération Internationale des communautés d'enfants. Ce sont les enfants de la République de Moulin-Vieux qui en ont eu eux-mêmes l'idée. Il abritera un cinquantaine de "délégués", qui auront entre 12 et 17 ans, et qui représenteront les communautés d'enfants des seize pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Italie, Hongrie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie. Situé dans une belle vallée des Alpes, ce camp offrira aux enfants, outre l'occasion d'établir des contacts avec les enfants d'autres pays et d'apprendre ainsi la compréhension mutuelle, des avantages incontestables pour leur formation tant physique que morale.

Un appel en faveur des Ecoles de l'Unesco dans le Levant

TRENTE ET UNE écoles ont été organisées au Liban, en Palestine, en Syrie et en Transjordanie, sous le patronage de l'Unesco, pour les réfugiés du Moyen-Orient. Plus de 11.000 enfants y reçoivent une instruction élémentaire. Les instituteurs ont été recrutés parmi les réfugiés mêmes.

Nombre de ces écoles sont installées sous la tente, dans le désert, avec des moyens de fortune. Un représentant de l'Unesco a fait dernièrement une tournée dans le Moyen-Orient et a fourni à son tour des détails sur leur organisation. Il avait mission d'y instaurer un programme d'études avec la collaboration des trois organisations privées qui s'occupent de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine: la ligue des Sociétés de Croix-Rouge, qui assure au Liban, en Syrie et en Transjordanie le fonctionnement des "écoles de l'Unesco"; le Comité International de la Croix-Rouge qui l'assure en Palestine, et l'American Friends Service Committee dans la région de Gaza.

Les enfants apprennent à lire, à écrire et à compter; on leur donne aussi des notions de géographie, et parfois d'agriculture. La création de ces écoles a grandement contribué à améliorer le moral des réfugiés, dans tous les camps où elles ont été installées. Les réfugiés eux-mêmes demandent partout qu'on en crée. Les organisations précitées ont donc constaté que l'instruction était d'une importance vitale pour l'accomplissement de leur tâche, maintenant surtout que sont assurés le ravitaillement et le logement des réfugiés, conformément au programme des Nations Unies.

C'est à la demande de la Conférence générale de Beyrouth, en décembre dernier, que l'Unesco a créé ces écoles et constitué un fonds de 45.000 dollars pour leur entretien. 15.000 dollars ont été pris sur son propre budget, 20.000 dollars ont été fournis par l'appel du Lord-Maire de Londres en faveur de l'enfance, et 10.000 par le Comité norvégien de l'Unac.

Ce fonds devait permettre à ces écoles de fonctionner jusqu'au 31 août. Mais le programme d'aide des Nations Unies devant vraisemblablement se poursuivre jusqu'à la fin de 1949, l'Unesco souhaite que les écoles continuent, elles aussi, jusqu'à cette date, et elle essaye d'obtenir un crédit supplémentaire de 25.000 dollars pour les installations scolaires et la rétribution des instituteurs.

Le Conseil exécutif de l'Organisation, après avoir entendu pendant sa dernière session un rapport sur la situation dans le Moyen-Orient, a demandé à l'appel du Lord-Maire de Londres de donner encore 20.000 dollars, avec lesquels les écoles pourraient fonctionner jusqu'au 15 novembre. D'autre part, le Conseil a prié les Etats Membres de rassembler les 5.000 dollars qu'il faudrait y ajouter pour aller jusqu'au 31 décembre.

D'autres écoles ont été créées par le Comité Palestinien (dans les régions de Jérusalem, le Nablous et de Bekaa), et par les réfugiés eux-mêmes, avec l'aide des organisations privées. Mais les fournitures indispensables leur font défaut — tableaux noirs ou livres d'exercices, par exemple — et elles se trouveront dans l'obligation de fermer si elles ne reçoivent du dehors des secours plus importants.

"Priorité Presse!"

INTERVENTION DE L'UNESCO auprès de l'I. T. T.

DANS un message adressé le 1^{er} juillet à la Conférence internationale du télégraphe et du téléphone, réunie à Paris pour réviser les accords en vigueur depuis 1938, le directeur général de l'Unesco a demandé que des droits de priorité, en même temps que des tarifs réduits, soient accordés à la presse.

Ce message fait valoir que la presse, étant un des principaux clients des services de télécommunications ainsi qu'un moyen d'information de première importance, a besoin partout de facilités de communication.

Voici les points sur lesquels l'Unesco insiste spécialement dans son message :

1) Du fait qu'elle est un véritable service public, la presse doit d'une part obtenir la priorité sur les messages privés et, d'autre part, une attribution préférentielle de téléscripteurs.

2) Les communications de presse doivent être transmises à tarifs réduits.

3) Afin d'éviter que les difficultés de change ne mettent obstacle à l'emploi des communications de presse, le système du "collect", permettant le paiement du message par le destinataire, doit être généralisé.

4) L'expression "communication de presse" doit être comprise dans un sens très large et ne pas concerner uniquement les informations politiques et commerciales.

Un service de "FEATURES" UNESCO pour la presse mondiale

A PARTIR du 15 juillet 1949, la division des projets de l'information des masses assurera un service mondial bi-mensuel d'articles de presse. Ces articles, rédigés en anglais, en français et en espagnol, fourniront des informations culturelles, scientifiques, scolaires et universitaires à plus de 2.000 publications tant des Etats membres de l'Unesco, que de l'Allemagne et du Japon.

Outre ce service bi-mensuel, diverses publications recevront de temps à autre des features, ou des articles publiés dans d'autres pays et pour lesquels l'Unesco se sera assuré les droits de reproduction.

Ce nouveau service a pour objet de fournir à la presse, sous une forme plus développée, une documentation comparable à celle dont disposent déjà les réseaux de radiodiffusion, grâce au populaire "Tour du monde de l'Unesco", qui est diffusé chaque semaine dans trente-cinq pays à l'intention de millions d'auditeurs. Ces articles seront étudiés et préparés avec autant de soin que les programmes de radio, quant à leur contenu et à leur présentation.

LES experts de l'information des masses ont constaté que, si certaines publications consacrent déjà d'excellentes rubriques à l'éducation, à la science et à la culture, d'autres, en revanche, ne peuvent offrir rien de tel à leurs lecteurs. Il leur a donc paru que des "articles Unesco" permettraient à l'organisation, selon ses vœux, d'aider la presse à se procurer des informations dans ces divers domaines.

Les rédacteurs pourront ainsi, sans frais supplémentaires, satisfaire leurs lecteurs, puisque le service sera gratuit. Et les "articles Unesco" combleront une lacune dont les publications ne sont pas responsables.

Il s'agit en somme d'aider la presse,

sans arrière-pensée de profit ou de propagande pour l'organisation. Mais l'Unesco, comme toute organisation, a son "point de vue" propre : elle croit que l'analphabétisme est un mal et la connaissance un bien ; que l'art élève l'esprit et que la science peut contribuer au bien-être de l'humanité. C'est au service de ces idées que sont conçus les "articles Unesco".

Ce service peut intéresser la grande presse, mais c'est surtout aux journaux de province qu'il est destiné, ainsi qu'aux pays où la presse est relativement peu développée. Il comportera, en 5.000 mots environ, de brèves nouvelles du monde, et

endroits et susceptibles d'une application plus générale ; par exemple, en matière d'instruction civique. Naturellement, les activités de l'Unesco qui présentent un intérêt général seront étudiées ; des articles seront consacrés aux principaux thèmes de l'Unesco : "Les hommes et leur nourriture", "Les droits de l'homme", "L'aide aux pays insuffisamment développés" et "La reconstruction", dans l'espoir d'attirer l'attention du public sur les problèmes que l'organisation s'attache à mettre en lumière. Sous la rubrique "Les livres dans le monde", paraîtront régulièrement des comptes rendus de livres propres à contribuer à la compréhension internationale ; en outre, chaque numéro comportera une rubrique consacrée aux découvertes scientifiques.

Les groupes Unesco des Etats membres ont été invités à aider le secrétariat de deux manières :

1. En diffusant les "articles Unesco", en les signalant à l'attention des rédacteurs de journaux et en montrant comment ces articles peuvent aider les gouvernements à assurer le progrès de la population dans les domaines de l'éducation et de la culture.

2. En transmettant à l'Unesco (département de l'information des masses) les nouvelles

d'intérêt international concernant l'éducation, la science et la culture dans leurs pays. L'Unesco pourra ainsi assurer une diffusion toujours plus large aux conclusions des recherches, aux découvertes scientifiques et aux initiatives présentant un intérêt pratique dans la vie quotidienne. Les éducateurs dans leurs écoles, les savants dans leurs laboratoires et même les agriculteurs dans leurs champs pourront s'associer à cette tâche. En outre, les départements et bureaux de l'Unesco ont été invités à signaler les faits intéressants qui se produisent dans leur domaine propre.

Ces articles seront d'une utilité directe pour l'application de divers projets du programme de l'Unesco ; prenons par exemple le projet relatif à "la vulgarisation de la science et à ses aspects sociaux" ; les moyens d'information des masses contribueront ainsi pratiquement à "répandre dans toutes les classes de la société les connaissances scientifiques et techniques, de façon à faire mieux comprendre les progrès accomplis dans ces domaines". Ils permettront en outre aux populations des régions insuffisamment développées de mieux comprendre le plan de développement qui leur sera appliqué et d'y participer. Les "articles Unesco" ne se proposent pas seulement d'atteindre le grand public, mais aussi tous ceux qui s'occupent de l'éducation, de l'hygiène, de la mise en valeur agricole et de l'administration publique.

Dans l'ensemble, ce projet s'apparente au plan d'assistance technique des Nations Unies pour la mise en valeur des pays insuffisamment développés. Il permettra, en effet, d'aider de nombreuses publications spécialisées dont le budget est insuffisant, ainsi que l'ensemble de la presse quotidienne et hebdomadaire des pays moins développés. Ces pays recevront ainsi une aide efficace, sous une forme tangible et immédiatement utilisable. Ils trouveront dans ces articles des renseignements concrets sur les méthodes qui ont été employées avec succès, dans des conditions analogues aux leurs, pour éliminer l'analphabétisme et atteindre à une vie plus féconde. L'éducation et la science seront vraiment mises "au service du progrès économique". Par ce moyen, les populations pourront s'aider elles-mêmes, et la presse pourra s'acquitter de sa mission envers ses lecteurs et envers la société.



des articles développant les mêmes thèmes, et qui pourront être utilisés par les rédacteurs.

Les articles hors série fourniront par exemple d'utiles renseignements d'actualité concernant les domaines auxquels s'intéresse l'Unesco. Certains relateront des exemples caractéristiques de coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, ou des réalisations nationales typiques, susceptibles d'intéresser d'autres pays où les mêmes problèmes se posent. On s'attachera surtout à faire connaître les techniques employées en différents



●● L A radio scolaire est une institution qui devient de plus en plus nécessaire aux enfants. Elle est pour les parents et les maîtres un ami bien informé, rapide et sûr et elle contribue à créer une atmosphère favorable à l'enfance.

C'est l'ancien directeur de la radio scolaire en Tchécoslovaquie qui exprimait en ces termes l'importance croissante que prend la radio dans l'éducation.

Pourtant, ses progrès sont loin d'être partout uniformes. Dans certains pays, elle est parvenue à son plein développement ; dans d'autres, elle en est encore à ses premiers pas.

Les difficultés

EN Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada, l'extrême souplesse des programmes scolaires favorise son utilisation.

Ailleurs, au contraire, la "rigidité" des programmes scolaires s'oppose au développement ou même à l'introduction de la radio scolaire. Enfin, la mauvaise organisation de l'enseignement et le manque d'instituteurs et de professeurs rendent présentement impossible, dans certains pays, la création d'un système rationnel d'émissions qui réponde aux besoins de la population scolaire dans son ensemble. En fait, cependant, la plupart de ces pays témoignent d'un vif désir d'introduire la radio dans les écoles.

A quoi tient donc cette situation ? Souvent à l'absence des crédits ou de l'équipement nécessaires pour instituer un organisme spécialisé ; au fait parfois que les programmes scolaires se prêtent mal à l'introduction d'émissions radiophoniques. Une raison psychologique intervient même chez certains : l'horreur des innovations.

L'expérience des autres

MAIS un des principaux obstacles réside dans le fait que ces pays ne savent comment on organise un service de radio scolaire, alors que la British Broadcasting Corporation et d'autres instituts de radiodiffusion ont acquis en la matière une expérience vieille de quinze ans.

La sous-commission de la radio qu'avait instituée la Commission de l'Unesco sur les besoins techniques en matière de presse, de cinéma et de radio, a souligné l'année dernière la nécessité de fournir aux instituts de radiodiffusion une documentation qui leur permette de créer ou de développer des services de radio éducative.

En application de ces recommandations, l'Unesco a prié quelques-uns des instituts de radiodiffusion ayant en cette matière une expérience de longue date et suffisamment vaste, de lui fournir sur tous les aspects de la radio scolaire, toutes infor-

LA RADIO A L'ECOLE

Des experts réclament la création d'un Centre de documentation mondial à l'Unesco.

mations dont elle pourrait faire bénéficier d'autres nations.

La documentation ainsi rassemblée dans douze pays : Belgique, Grande-Bretagne, Pologne, Suède et Suisse, pour l'Europe ; Canada, Mexique, Etats-Unis et Brésil, pour l'Amérique ; Inde, Australie et Union Sud-Africaine, a permis à l'Unesco d'établir un rapport de 850 pages.

Douze pays répondent à une enquête

LE mois dernier l'Unesco convoquait son Comité consultatif pour l'éducation par la radio et le pria d'examiner ce rapport, ainsi qu'une étude générale sur la radio scolaire préparée par M. Roger Clause, directeur général adjoint de l'Institut national belge de radiodiffusion.

Ce Comité de cinq membres comprenait trois directeurs de services de radio scolaire : M. R. Postgate (B.B.C.) ; M. A. Oakkenhaug (Norvège) ; Mlle J. Walker (N.B.C. Chicago), ainsi que M. N. Lakshmanan, directeur général de radio All-India et M. R. Davaz, directeur de Radio-Genève.

Trois observateurs, M. Nieto Caballero (Bureau international d'Education), Mlle J. Coombs (Nouvelle-Zélande) et Mme Victoria Corey (Etats-Unis) assistaient aux réunions qui eurent lieu à la Maison de l'Unesco.

Après avoir examiné le rapport, les experts ont formulé un certain nombre de recommandations qui seront publiées, en même temps que le rapport lui-même, à l'intention de tous les gouvernements et de tous les instituts de radiodiffusion. Toutefois, l'Unesco se propose de compléter au préalable les renseignements dont elle dispose sur certains problèmes déterminés, en étendant son enquête à d'autres pays.

Les douze nations étudiées jusqu'ici bénéficient d'une longue expérience, mais d'autres pays ont su organiser, en un délai relativement bref, des services éducatifs d'une haute valeur. Le Chili, par exemple, ne possédait pas de radio scolaire avant 1943. Aujourd'hui, bien qu'il n'existe dans ce pays aucune station radiophonique nationale, l'Etat a mis au point un programme éducatif qui est parmi les plus complets du monde.

Les sociétés commerciales chiliennes dont dépendent les stations radiophoniques font une place dans leurs programmes aux émissions préparées par le service compétent du ministère de l'Education à l'intention des écoles, des maîtres, des parents et des étudiants d'instituts techniques, professionnels ou commerciaux.

Un Centre de documentation et d'information

D'AUTRES petits pays, comme le Chili, aimeraient introduire la radio dans leurs programmes scolaires. Pour leur venir en aide, le Comité d'experts a proposé la création d'un Centre de documentation et d'information au siège de l'Unesco, à Paris.

Ce centre disposera d'une bibliographie générale et spécialisée, d'une bibliothèque, d'un répertoire international de périodiques, de brochures publiées par les instituts de radiodiffusion, d'un choix de textes d'émissions et d'enregistrements de programme scolaires et il pourra donner des informations d'ordre général relatives aux émissions scolaires.

Ce Centre rendra de grands services à toutes les organisations et à tous les gouvernements qui désireraient se documenter sur le fonctionnement et les tendances de la radio scolaire dans le monde.



Si ces écoliers italiens écoutent avec une telle attention, c'est que leur professeur avait écrit sur la tableau noir (en haut, à gauche) : "Répétez la fable que vous avez entendue à la radio".

LE COURRIER

PUBLICATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Volume II. — No 6.

JUILLET 1949.

Culture populaire

De notre envoyé spécial à la Conférence d'Elseneur
Robert LOMBARD

**"L'UNE DES QUESTIONS DE
NOTRE TEMPS LES PLUS IM-
PORTANTES ET LES PLUS
LOURDES DE CONSEQUENCES"**

(M. Torres Bodet)

C'EST "à l'ombre bienveillante du génie de Shakespeare" que s'est ouverte, le 16 juin, la première Conférence Internationale de l'Éducation des Adultes. Dans le château de Kronborg, à l'est du port d'Elseneur, les délégués, réunis en séance solennelle, entendirent M. Torres Bodet leur rappeler qu'ils étaient là pour étudier "l'une des questions de notre temps les plus importantes et les plus lourdes de conséquences".

Et, définissant dans cet important discours le but même de cette conférence, M. Torres Bodet pouvait en dire qu'il était "...de susciter dans la conscience de tout adulte à la fois le sentiment de sa responsabilité personnelle et le sentiment de sa solidarité intellectuelle et morale avec l'ensemble de l'humanité".

Le lendemain de cette séance d'ouverture où, après M. Torres Bodet, M. Hartwig Frisch, ministre danois de l'Instruction publique, avait pris la parole, la Conférence inaugurait ses travaux au Collège International des Peuples, d'Elseneur — l'une des nombreuses institutions qui se consacrent, au Danemark, à l'éducation des adultes.

Pendant près de deux semaines, du 16 au 25 juin, près de 150 délégués, venus de vingt-neuf pays, parlant toutes les langues, vécurent et travaillèrent côte à côte. Dans un climat de parfaite coopération internationale et, bientôt, d'amitié, ils purent confronter leurs expériences et leurs méthodes, et définir, en même temps que les divers aspects d'éducation des adultes, l'appui qu'elle seule est capable de donner à la paix et au progrès de l'humanité.

Séances de travail au Collège international des peuples

LE 17 juin au matin, dans la grande salle du Collège, pavée aux couleurs de tous les pays représentés, la première séance de la Conférence de l'Éducation des Adultes s'ouvrait sous la présidence de M. Clarence E. Beeby, sous-directeur général de l'Unesco et directeur du Département de l'Éducation. M. Beeby rappela que, si la conférence avait été convoquée par l'Unesco, son succès dépendait essentiellement des délégués eux-mêmes et des trente organisations internationales qu'ils représentaient. Il attira l'attention des congressistes sur le fait que leurs travaux devaient servir de base à l'établissement d'un manuel sur l'éducation des adultes. "La tâche de l'Unesco, dit le Dr Beeby, commence là où finit celle de la Conférence d'Elseneur."

Après le discours du sous-directeur général, les délégués procédèrent à l'élection du bureau de la Conférence : M. Novrup, chef de la délégation danoise, fut porté à la présidence ; M. Pe Ching Tang, représentant de la Chine, et M. Muschin Adil Binal, représentant de la Turquie, à la vice-présidence ; MM. Bussière et Lengrand, du Secrétariat de l'Unesco, furent nommés respectivement secrétaire général et rappor-

teur. Quatre commissions furent constituées pour étudier : La notion de l'éducation des adultes, "les institutions et les problèmes d'organisation", "les méthodes et les techniques", enfin les "moyens d'établir une coopération internationale permanente dans le domaine de l'éducation des adultes".

Sir John Maud et Jean Guéhenno

DEUX remarquables conférenciers vinrent, au cours de la deuxième semaine de la Conférence, apporter aux délégués leur point de vue personnel sur l'éducation des adultes.

Le premier, Sir John Maud, sous-secrétaire d'Etat permanent au ministère de l'Éducation du Royaume-Uni, parla du sens de l'éducation des adultes. Il la définit comme le seul moyen que possède l'homme pour se délivrer de ce sentiment de solitude qui l'opprime au milieu d'un monde inhumain.

"Nous pouvons aider", dit-il, "chaque homme et chaque femme à découvrir le sens même de son existence, de son travail, de ses devoirs de citoyen ou de citoyenne tant de la nation que du monde ; nous pouvons les aider à donner plus de sens et à "sentir" le sens de leur propre vie... Bref, nous pourrions aider les hommes à se libérer du sentiment de l'absurde".

Quelques jours plus tard, le célèbre écrivain et professeur français, M. Jean Guéhenno, s'adressait, à son tour, aux délégués. Il leur demandait instamment de ne pas confondre la culture avec "tout ce bruit que l'on fait autour de la culture" et d'inspirer aux hommes l'amour de LA vérité même lorsqu'elle n'est pas LEUR vérité.

La Conférence d'Elseneur a défini l'éducation des adultes comme "une fonction double, qui ne consiste pas seulement à donner à l'individu certaines notions utiles, susceptibles de l'aider à jouer son rôle dans la vie économique, politique et sociale, et de lui permettre de se faire une place au sein de sa communauté en vivant une vie plus humaine... C'est avant tout une disposition d'esprit, une soif de connaissances, une aspiration à la liberté intellectuelle et sociale, un besoin de participer à l'évolution culturelle de l'humanité".

Résultats de la Conférence

A quels résultats pratiques la Conférence d'Elseneur a-t-elle abouti en dix jours ?

Un certain nombre de mesures concrètes et précises, applicables à plus ou moins longue échéance, ont été adoptées par la Conférence à l'issue de ses délibérations en vue d'établir une coopération mondiale permanente en matière d'éducation des adultes.

(Suite page 8)



Les contacts personnels ont été pour beaucoup dans le succès de la Conférence d'Elseneur. Près de 150 délégués y sont venus de 29 pays. L'on voit ici deux spécialistes qui, entre deux séances, échangent des idées sur les méthodes d'éducation populaire utilisées dans leurs pays respectifs



La grande salle des Chevaliers, au Château de Kronborg, où s'est ouverte la Conférence.

CENT ANS D'EDUCATION POPULAIRE AU DANEMARK

par **Hartvig FRISCH**

Ministre de l'Education du Danemark.

La Commission Nationale de l'Unesco au Danemark m'a prié de vous parler, à l'ouverture de cette conférence, des expériences faites par notre pays concernant l'éducation des adultes, qui sera, pendant ces quelques jours, le thème de nos entretiens.

Je voudrais d'abord remercier M. Torres Bodet, directeur général de l'Unesco, de nous avoir présenté avec tant d'éloquence et de justesse l'évolution du problème depuis l'antiquité grecque jusqu'aux atrocités de la seconde guerre mondiale.

M. Torres Bodet a insisté, à juste titre, me semble-t-il, sur les dangers, d'une part, que présente la propagande dans l'éducation des masses, et sur la nécessité, d'autre part, de combler l'abîme qui se creuse de façon menaçante entre les diverses classes de la société moderne.

Du point de vue surtout de la démocratie, il est capital pour l'Etat d'avoir des citoyens qui non seulement sachent lire et écrire, mais soient à même aussi de juger avec indépendance les questions actuelles, puisque ces citoyens participent par leur vote à la formation du gouvernement.

"De viris illustribus"

Le Socrate de l'Athènes antique que M. Torres Bodet vient de citer, se préoccupait assurément beaucoup du problème de l'éducation, mais l'œuvre de ses disciples montre assez les réserves que pouvait faire son scepticisme concernant les avantages de la démocratie et le pouvoir du grand nombre. Socrate vivait pourtant au siècle de Périclès, dans la ville même où ce grand homme d'Etat, plus que tout autre dans l'antiquité, avait cherché, comme il est dit dans son oraison funèbre, à réaliser une vraie démocratie par la formation des citoyens, c'est-à-dire par l'éducation des adultes dans le sens le plus libéral du mot. Thucydide, en effet, cite de cette oraison une phrase célèbre définissant Athènes comme l'Ecole de la Grèce. N'était-ce pas, à l'époque, quelque chose d'analogue à ce que peut être aujourd'hui le programme de l'Unesco ?

Nous trouvons affirmée dans cette même oraison l'idée que quiconque ne s'intéresse pas à la politique n'est pas seulement neutre, mais positivement incapable. Cette forte expression correspond bien aux exigences d'une vraie démocratie. Aussi n'est-ce pas par hasard si le mot grec employé pour désigner de simples particuliers — idiots — a pris aujourd'hui dans nos langues la signification d'"idiot". Ce jeu de mot, opéré par l'évolution sémantique, renferme tout le problème de l'éducation des adultes, avec les points de vue de l'homme d'Etat et du philosophe, de Périclès et de Socrate.

Grundtvig et Kierkegaard

C'EST la même divergence d'opinions que nous retrouvons, voici un siècle, dans la pensée et la littérature danoises des premiers jours de notre démocratie. Vers 1848, il y avait au Danemark deux hommes éminents qui devaient acquérir par la suite une renommée universelle : Grundtvig et Kierkegaard.

Sortis tous deux de la Faculté de Théologie, ils avaient en commun un rare talent littéraire ; mais, cela mis à part, ils étaient comme le jour et la nuit :

Grundtvig, esprit universel, aimait la vie champêtre et les paysans. Les hymnes chrétiens voisinaient avec les vieilles légendes nordiques dans l'enseignement qu'il donnait aux paysans pour en faire de libres citoyens sûrs d'eux-mêmes.

Kierkegaard, disciple de Socrate et de Hegel, était un esthète qui se vouait à l'analyse dialectique de son propre caractère ; c'est de lui que s'inspirent ensuite toutes les doctrines existentialistes ; il critiquait sévèrement les idées libérales de son temps et n'écrivait pas pour le public mais, selon sa propre expression, pour "le lecteur unique".

Ces deux maîtres de la littérature danoise représentent bien les deux tendances opposées selon lesquelles on peut concevoir l'éducation : tendances dont la présente conférence doit tenir compte en examinant les problèmes posés par l'éducation des adultes.

Le premier institut d'éducation populaire

Il est facile de voir l'importante influence qu'eut Grundtvig sur toute l'éducation populaire au Danemark. Déjà, vers 1830, il pensait à créer un institut d'éducation populaire qui préparerait les Danois à la vie politique, sociale et culturelle. Et on ne peut, certes, pas dire qu'il parla dans le désert, car dès 1844 le mouvement national danois au Slesvig amena Christian Floor à fonder, à Rodding, son premier institut d'éducation populaire.

Grundtvig caressait d'ailleurs le projet de créer, à Sorø, un institut populaire où se rencontreraient des jeunes gens de toutes les classes, auxquels on inculquerait un esprit national et historique, libre de tout préjugé scolastique. Il obtint du roi Christian VIII une promesse en ce sens ; mais la mort du monarque, survenue en 1848, et l'établissement de la nouvelle constitution empêchèrent qu'il y fût donné suite.

Les idées de Grundtvig sur la création d'instituts populaires ne disparurent pas pour autant. Et

si son projet pour Sorø échoua, on vit bientôt ses disciples créer un peu partout au Danemark des instituts populaires qui devinrent vite florissants. Ces efforts devaient atteindre vers 1870 toute leur ampleur.

C'était surtout de la population paysanne que sortaient en général les étudiants qui fréquentaient ces instituts populaires. Une brochure qui vient d'être publiée dans notre pays signale que c'étaient des jeunes gens n'ayant reçu qu'une instruction primaire. Ils venaient aux instituts pour élargir le champ de leurs connaissances ; ce qu'ils cherchaient, ce n'était pas seulement les avantages matériels qui pouvaient en résulter : ils voulaient apprendre ensemble ce qu'était leur communauté nationale et sur quels principes se fondait la démocratie politique.

Le mouvement coopératif

L'ENSEIGNEMENT dans les instituts d'alors avait pour base les idées d'une culture nationale, nordique et chrétienne à la fois. On n'y donnait aucun enseignement professionnel ; et, fait qui mérite d'être signalé, ce fut néanmoins l'influence de Grundtvig qui détermina par la suite la création d'un mouvement coopératif dans les campagnes.

Ce fut là, plus que tout autre chose, ce qui transforma l'agriculture danoise pendant la crise des années quatre-vingts en la développant dans d'extraordinaires proportions.

A cette même époque, le Danemark devenait peu à peu un pays industriel ; mais pour les populations ouvrières surgies dans les cités industrielles, l'esprit national, nordique et chrétien de Grundtvig restait lettre morte. Les syndicats ouvriers, unis au parti social-démocrate, pour s'ouvrir la voie avaient recours aux grèves et se développaient avec tout le mouvement ouvrier du continent selon une ligne internationale. C'est de l'université et des libres penseurs, disciples de Georg Brandes, que vint l'idée d'une culture populaire ouvrière. N'oublions pas que Brandes avait été, dès son jeune âge, un lecteur passionné de Kierkegaard.

Au début de ce siècle, ce furent des professeurs d'université qui entreprirent la création des "universités populaires" ; ils envoyaient dans tout le pays, et surtout dans les villes, des conférenciers chargés de faire des cours d'histoire, de littérature, d'art, d'économie et de sciences physiques et naturelles. Cet en-

(Suite page 8)

LES ADULTES

NOUS publions ci-dessous le texte intégral du discours prononcé, le 16 juin dernier, au château de Kronborg, par M. Jaimes Torres Bodet, directeur général de l'Unesco, à la cérémonie d'ouverture de la Conférence internationale d'Education populaire.



DANS cette ville, dont la beauté et le sens de l'hospitalité sont également célèbres, vous êtes réunis pour étudier en commun l'un des sujets les plus passionnants de notre temps : l'éducation des adultes. Certes, les intentions qui orientent vos travaux sont caractéristiques de notre époque. Cependant, dans un certain sens, elles correspondent à une inquiétude constante de la culture. N'allons pas plus loin que les jours où Athènes, sous l'influence des propos de Socrate, concevait la philosophie comme existence et l'existence comme pédagogie, comme paideia : le souvenir de Platon est là pour nous conseiller l'humilité quand nous nous surprisons à croire à la nouveauté de nos efforts. N'est-ce pas Platon, en effet, qui proclama que, pour éduquer le citoyen, il fallait éduquer la cité ? Et la cité, dans le monde antique, n'était-elle pas l'Etat lui-même ?

Pourtant, je n'ai pas l'impression de me contredire en rappelant, d'une part l'antiquité de l'idéal que nous poursuivons et en affirmant, d'autre part, que l'éducation des adultes constitue l'une des questions de notre temps les plus importantes et les plus lourdes de conséquences. Au contraire, la pérennité et l'actualité de ce problème confirment son importance et sa gravité. Avant la guerre de 1939, tel était déjà l'avis des éducateurs. Celui de nombreuses associations paysannes, ouvrières, scolaires, tel était même celui de certains gouvernements. En effet, de vastes programmes d'éducation populaire pour adultes furent alors développés : dans quelques pays, à cause des nécessités politiques des régimes dictatoriaux, dans d'autres, par suite de cette volonté d'émancipation qui fait l'honneur de la démocratie.

Le ne m'appartient pas d'examiner en détail l'ensemble de ces réalisations. En revanche, je désire attirer votre attention sur un fait que cette conférence ne peut absolument pas ignorer, car il est à l'origine de périls que nous avons le devoir de prendre en considération dans tous nos travaux. J'entends très précisément faire allusion à la perfidie avec laquelle les régimes fascistes, de style germanique ou latin, exploitèrent le bien



Les délégués tiennent leur première séance dans une salle de l'Institut populaire international, à Elsenaur, que décorent les drapeaux de leurs pays respectifs

le plus personnel et par conséquent le plus respectable que possède généralement l'adulte : les instants de loisir et de réflexion qui lui restent après sa journée de travail aux champs ou à l'atelier. En s'emparant de cette pauvre richesse, de tels régimes réussirent à transformer le repos en meeting, la distraction en hypnotisme, l'éducation en propagande et la propagande en dressage.

Dans cette sorte d'activités totalitaires il y eut comme un obscur retour à la cynique formule des Césars : "Panem et circenses" ; règle de gouvernement dont le seul énoncé justifierait notre protestation. Les heures de la vie de l'adulte, que nous désirons meubler de présence et de beauté, de vérité et de poésie coûtent trop de peine au travailleur pour qu'il ne faille pas considérer comme un abus de confiance la volonté de les utiliser pour lui inculquer la narcotique des complaisances collectives, auxquelles recourent toutes les démagogues quand elles entreprennent d'anesthésier leur clientèle.

Arracher l'adulte aux plaisirs de bas étage que son salaire lui permet parfois de se procurer, constitue sans aucun doute une intention très valable. Mais le prétexte serait d'autant plus odieux que l'intention est plus valable, si on l'invoquait pour enrégimenter le loisir après avoir réglementé la sueur. Il ne peut s'agir de remplacer l'alcool et les cartes par la danse politique devant les idoles de la tribu.

Nous avons vu de nos propres yeux ce que firent du "doppo lavoro" Hitler et Mussolini : une ivresse collective de manifestations bruyantes et prétentieuses, de défilés agressifs, qui devaient inévitablement se terminer par le cauchemar sanglant de la guerre.

Le but de notre Congrès est complètement différent, car nous sommes persuadés qu'éduquer c'est libérer. Nous n'espérons pas de meilleur résultat de notre action que de susciter dans la conscience de tout adulte, à la fois le sentiment de sa responsabilité personnelle et le sentiment de sa solidarité intellectuelle et morale avec l'ensemble de l'humanité.

Ce Congrès réunit la nationale convoquée de l'étudier la question qui longues années, les pays ner à leurs hommes et ; loureuse éducation que la vie : l'éducation de l ces de la mort. Les h naquit l'Unesco, et l'Une le postulat qu'il était, paix dans l'esprit des l'Unesco célébra ses pre en 1946 et à Mexico en adoptèrent la résolution

"En collaboration avec les adultes et avec les spécialistes particulièrement le Directeur général est chargé sur les questions internationales aux besoins des groupes largement utilisée par eux. Dès que ces renseignements possible en 1948, il y aura rence de spécialistes de l'

Une brutale

LE moment ne peut plus solennel. Je liquie au fait que aujourd'hui à Elsenaur, le prince de l'éternel monde actuel passe sa vie ne pas être". D'un certain bilité de la guerre rend ne pas être, l'exaltation de la science contre la v mauté de la force sur nécessité de construire l sente et inéluctable. La la nécessité de la paix ment ressenties créent angoisse. Le progrès r au spectateur que, si pa obligations morales disp insidieusement conduire sion qu'il est plus facile guerre que de construire la guerre apporte, comm tale simplification. Mais lui aussi, une simplific

La collaboration inter la guerre par les allianc nouveau, la paix revenu ne parviendra pas sans d'inspirations contradictic que s'est évanoui le pé mun, les pays s'interrog en commun.

CE phénomène, mar tional, se laisse é plan national, à l

La crainte de la mort es l'espérance pour associer les même manière de craindre. de la même façon. Il faut s la paix demande plus d'habil plus d'héroïsme que les bata

Certes, dans la guerre, sont pour les états-maj sables de triomphe. La s ses années de préparat approfondies et spécialis tyrs anonymes, apprenn la plus grande facilité la de mourir.

Dans la paix, au con nous sentir égaux en re Les chefs pensent la gu l'exécutent. Mais il faut pour faire la paix. Au pays, la guerre apparat tandis que la création d table plébiscite. Il suffi pour comprendre jusqu'à la paix se confond avec le problème de la libe l'éducation.

Notre équation

PERMETTES-MOI célèbre formule à sa place dans ce pas être". Mais être n'es que chacun à tout mom ce qu'il s'efforce d'être.

A partir de notre naissan projet, un projet vivant : la un programme. L'enfant est l'adolescent, une anticipation en vérité ? De quelle réalisat même, sans exception, la situation met en cause ce qui e sonnelle de plus intime et l

Telle est la raison pou d'y répondre en termes son qui rend si délicate à laquelle vous vous devr effet, vous contenter, l recours aux méthodes s est en partie compensa

JULTES ET L'AVENIR

NOTRE CULTURE

nous sentons bien qu'elles nous proposent aussi, sans doute en d'autres termes, un humanisme destiné à rénover la culture.

par Jaime TORRES BODET

première assemblée intéressée la fin de la guerre pour nous intéresse. Durant de se sont vus obligés de donner leurs femmes la plus double adulte puisse recevoir de peur au milieu des menaces, à sa naissance, affirma nécessaire de défendre les hommes. Fondée en 1945, nières conférences à Paris 947. A Mexico, les délégués suivants :

organisations s'occupant des études éminentes et d'autres compétentes en la matière, le é de réunir une documentation males, qui puisse être adaptée l'études composés d'adultes et

auront été rassemblés, et si lieu de convoquer une conférence des adultes."

simplification

être ni plus propice ni trouve une valeur symbolique cette assemblée soit réunie dans la résidence d'Hamlet, toute. Comme Hamlet, le e à s'interroger : "être ou in point de vue, la possibilité de la haine, l'utilisation de la justification de la prise le droit. D'autre part, la paix n'est pas moins pré-possibilité de la guerre et constamment et simultanément ainsi la plus dramatique atériel donne l'impression : malheur le sentiment des traissait, la paresse saurait les hommes à la conclusion de déchaîner une nouvelle une juste paix. C'est que de toute barbarie, une brule suicide n'amène-t-il pas, tion décisive ?

rationale, garantie pendant es militaires, se présente à e, comme un idéal où l'on un ajustement très délicat oires et discutables. Dès il de disparaître en comment sur le moyen d'exister

ifeste sur le plan international perçoivent, sur le intérieur de chaque pays.

t un ciment plus efficace que volentés. Nous avons tous la Mais nous n'espérons pas tous e rendre compte d'une chose : été, plus d'imagination et aussi illes.

l'imagination et l'habileté ors des éléments indispensables exige de nombreuses, toutes sortes d'études ées. Mais les soldats, marquent malheureusement avec technique de tuer et l'art

traire, nous devrions tous sponsabilité et en devoirs. erre, et leurs subordonnés l'union de tous les hommes citoyen de n'importe quel it comme une contrainte, e la paix suppose un vérité d'accepter ces prémisses quel point le problème de le problème de la liberté, té avec le problème de

on personnelle

de citer à nouveau cette de Shakespeare tellement ette enceinte : "être ou ne st rien par soi-même, parce ent n'est rien d'autre que

ce, nous ne sommes qu'un pur vie se présente à nous comme une anticipation d'adolescent; d'adulte. Et l'adulte, qu'est-il, tion future sommes-nous, nous- mple anticipation ? Cette ques- xiste dans notre équation per- de plus incommunicable.

ur laquelle il est impossible généraux. Telle est la rai- la partie de l'enseignement vuez ; vous ne pouvez, en pour la mener à bien, de scolaires habituelles, car il et en partie complé-

ment ; en partie développement d'un apprentissage et en partie (pourquoi le nier ?) rééducation.

Supposons un groupe d'adultes à éduquer, ouvriers ou paysans, artisans, bureaucrates ou soldats. Demandons-nous ce qui doit nous inquiéter au premier chef devant tout groupe idéal qu'on nous présente. La différence des tempéraments, comme c'est le cas pour les enfants ? La diversité de vocations, comme c'est le cas pour les adolescents ? Sans doute, tempérament et vocation sont des facteurs que ne devra pas dédaigner le professeur, le conférencier ou l'artiste qui s'adresse à un public d'adultes. Mais, avant toute autre considération, il faudra qu'il se préoccupe de la solitude spirituelle où ne cesse de vivre chacun des membres de son auditoire.

RAREMENT cette solitude a été aussi redoutable, aussi complète et aussi méconnue que dans le monde contemporain. L'enfant vit à l'intérieur de sa génération comme dans une atmosphère protectrice. L'adolescent se révèle à lui-même à l'occasion de chaque aventure de sa sensibilité ou de son intelligence et il jouit — quelquefois jusque dans ses larmes — de sa propre découverte. Mais l'adulte ne dispose d'aucun refuge. Expulsé de sa génération par l'originalité impia- cable de son destin et expulsé de sa propre conscience par la crainte de se voir en elle tel qu'il est, sans illusions et sans indulgence, l'adulte a seulement l'alternative de demeurer soi-même en s'isolant de la multitude, ou de renoncer à soi-même au profit de la volonté anonyme de la masse. Dans ces conditions, que dire de la solitude absolue de



Douve et rempart du Château de Kronborg, auquel demeure attaché le souvenir d'Ogier le Danois, compagnon de Charlemagne et de Hamlet.

l'homme ordinaire ? Pourtant, sa dissolution dans la masse ne signifierait rien d'autre qu'un cruel renoncement à sa nature d'homme.

Entre cette solitude et ce renoncement, l'éducation de l'adulte doit être réglée sur l'idée qui préside nécessairement à toute institution d'ordre international : celle de la fraternité du destin humain. Au fond, il ne s'agit pas tant d'enseigner à l'adulte tel ou tel art, telle ou telle science, que de l'instruire dans une discipline plus vaste où nous le supposons sottement déjà érudite : la vie même.

Courbé durant des heures au-dessus du sol, broyé du matin au soir par le rythme mécanique de la production industrielle en série, l'adulte moyen de notre époque se révèle la plupart du temps l'être le moins préparé pour apprécier la vie qui l'entoure et pour comprendre la vérité d'autrui.

RIEN n'est plus faux cependant que de croire que l'homme soit par nature l'ennemi de l'homme. La sociabilité est, au contraire, de tous les instincts humains, le plus répandu et le plus indéfectible. Mais il faut avouer que l'organisation économique de la société impose trop souvent des conditions d'existence qui vont à l'encontre de cet instinct fraternel.

Dans un monde où l'intérêt matériel est devenu le ressort principal de l'action et le succès économique l'arbitre des valeurs, les individus, les classes, les nations se comportent comme des adversaires ou des rivaux plutôt que comme des associés : de sorte que peu de fois l'homme s'est trouvé plus solitaire, plus pauvre et plus malheureux.

Dans le même temps, une conception non moins destructrice de la communauté humaine s'est installée dans les esprits ; la conception d'une culture

dont les buts ne sont plus la grandeur et la force, la simplicité de l'élan et l'ampleur des perspectives, mais, hélas ! le difficile, le précieux et l'exceptionnel, l'arbitraire et le raffiné. Par là, un abîme se creusait entre les masses et les intellectuels, dont les recherches et les subtilités devenaient de plus en plus étrangères à la foule.

Dans un cas comme dans l'autre, le manque de culture véritable est visible, car, des deux côtés, le contact entre la vie et l'intelligence a été rompu. Ignorance des masses d'une part, anémie des élites de l'autre, une telle situation n'est pas unique. Aux époques vigoureuses d'incontestable santé collective, la culture apparaît aux hommes comme une sorte de fonction vitale ; c'est une manifestation organique qui, en se réalisant, trouve du fait même sa propre illustration. Elle a seulement besoin, pour être belle, d'affronter hardiment ses problèmes, de leur apporter des solutions originales, franches et satisfaisantes. En revanche, dans les époques de bouleversement moral, la culture devient ornement et cesse peu à peu de répondre à une fonction. Dans l'architecture comme dans la littérature, elle ne veut plus être que luxe. Elle devient simple décoration, fleur sans racine dans la société. Or, une culture se mesure précisément, non par la distance qui la sépare du peuple qui l'a produite, mais par l'authenticité et la profondeur de ses sources. En dernier ressort, notre civilisation sera jugée sur les services qu'elle aura rendus à l'homme, sur la conscience qu'elle lui aura donnée de ses droits et sur la façon dont elle aura su enseigner à chacun à collaborer avec tous dans la paix que peuvent seules assurer une intelligence guidée par le sentiment de justice et une foi nourrie de beauté, de vérité et de vertu.

Une éducation pour la responsabilité

CE que je viens de vous dire vous indique l'importance singulière que j'attribue à vos débats. Au fond, en discutant de l'éducation des adultes, vous ne discutez de rien moins que de l'avenir de notre culture. Voulons-nous éduquer pour l'obéissance ? Voulons-nous éduquer pour la responsabilité ? Allons-nous éduquer les masses comme si elles formaient un inextricable conglomérat où disparaissent les individus ? Ou allons-nous les éduquer comme des ensembles d'êtres vivants où l'âme collective laisse à la conscience individuelle sa liberté de développement ? Préten- dons-nous tirer l'homme de sa solitude en l'habituant à se soumettre aveuglément à la volonté du troupeau ? Ou désirons-nous le faire participer consciemment à une culture qui, respectant sa personnalité, lui inspirera en même temps un désir sincère de s'associer avec tous ses semblables ?

Si nous nous décidons en faveur d'une éducation pour la responsabilité, nous aurons choisi le chemin le plus difficile mais, à mon sens, le seul valable. Rien ne remédie mieux à l'angoisse de l'isolement que le principe de la responsabilité universelle de l'homme sur la terre. "Chacun est responsable de tout devant tout", affirma Dostoïevski dans une de ses intuitions les plus pénétrantes. Mais ne nous abusons pas. Opter en faveur d'une éducation pour la responsabilité est également réclamer une culture qui repose sur le sens de la responsabilité. Un choix de ce genre dépasse déjà les limites de notre Conférence : il appelle une action qu'on ne peut demander aux seuls éducateurs.

Toutes les activités humaines y sont intéressées : la politique et l'économie tout autant que les sciences et les arts. Lorsque les masses réclament une meilleure organisation du travail, une répartition plus équitable des biens, l'égalisation des chances du départ, elles luttent assurément pour une amélioration matérielle de leurs conditions de vie, mais



Parmi les personnalités éminentes qui ont assisté, le mois dernier, à la conférence d'Elseneur, figuraient (de gauche à droite) le professeur Niels Bohr, le célèbre physicien danois (Prix Nobel) et M. Hartvig Frisch, ministre de l'Éducation du Danemark, que l'on voit ici s'entretenant avec M. Torres Bodet, directeur général de l'Unesco, et M. C.E. Beeby, sous-directeur général pour les questions d'éducation.



DIRECTIVES

La conférence d'Elseur a approuvé un certain nombre de "principes fondamentaux sur lesquels devraient se mettre d'accord les mouvements d'éducation des adultes dans tous les pays". En voici quelques-uns :

1. Nous devons encourager l'étude et la discussion des questions controversées, en reconnaissant qu'il n'importe pas tant d'arriver à un accord que d'établir nettement le droit des minorités à exprimer leur opinion. Il ne peut y avoir d'éducation des adultes sans une pleine liberté de pensée et de discussion.

2. Ce n'est pas en proclamant des lieux communs que nous dissiperons la profonde méfiance qui sépare les pays d'Europe orientale des pays d'Europe occidentale et le mouvement d'éducation des adultes doit demeurer en marge du conflit politique. Il ne faut pas qu'il renonce à l'espoir d'un rapprochement dont il devrait être l'instrument. Un mouvement d'éducation des adultes fondé sur une conception raisonnée et objective des problèmes mondiaux devrait pouvoir apporter une contribution incomparable à la compréhension internationale.

3. Dans leur propre intérêt, les nations ne peuvent plus se permettre de tenir le peuple allemand à l'écart de la famille européenne. La conférence estime qu'il incombe à l'Unesco un devoir spécial en cette matière. L'Allemagne d'après guerre peut apporter une contribution précieuse à l'éducation des adultes et, avec des encouragements et de la compréhension, il est possible de la faire servir au bien général.

CENT ANS D'EDUCATION POPULAIRE DANOISE

(Suite des pages 6 et 7)

seignement était dispensé dans un esprit à la fois scientifique et international et répondait ainsi assez exactement aux tendances du mouvement ouvrier à ses débuts.

CLASSES A L'UNISSON

Nous sommes donc en présence, au Danemark, de deux courants d'éducation populaire, opérant dans des classes sociales différentes. Il n'y eut d'institut populaire ouvrier qu'à Esbjerg, et ce fut là une exception. En 1924, après la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier entreprit lui-même d'instruire la jeunesse ouvrière et constitua une association d'éducation ouvrière. Peu de temps après fut fondé un institut populaire ouvrier, qui ne faisait nullement concurrence aux instituts de Grundtvig et qui revendiquait son indépendance culturelle.

Il nous faut signaler ici un fait singulier et qui peut-être exprime de façon assez significative

un trait essentiellement danois. Bien qu'inspirés d'un esprit différent, les anciens instituts d'idéologie nationale et chrétienne, et l'institut populaire ouvrier, d'idéologie internationale et rationaliste, avaient ceci de commun que dans l'un comme dans les autres on chantait en chœur avant et après les conférences et, parfois, entre deux leçons.

Cet usage s'expliquerait peut-être par une particularité du caractère danois qu'exprime dans notre langue le mot "stemning" — soit en allemand "stimmung" — terme à peu près intraduisible, autant que je sache, en anglais ou en français. Le mot anglais "tune" est peut-être celui qui s'en

rapprocherait le plus. On l'emploie quand on parle d'un instrument qu'on accorde et ça peut aussi l'employer quand il s'agit de bien disposer un public et de mettre en quelque sorte l'auditoire à l'unisson. Cela donnera une idée de ce que nous appelons "stemning" : le mot désigne à la fois la méthode et le résultat. C'est l'harmonie d'une assemblée, d'où naît le sentiment d'une solidarité spirituelle. C'est là quelque chose de purement affectif, mais qui a bien sa valeur quand il s'agit d'éducation. Il est de fait que le recueil de chansons s'est révélé indispensable dans toutes nos expériences de culture populaire.

LES HYMNES DE GRUNDTVIG :

CHANTS DE LA RESISTANCE

Ce fut là sans doute un héritage de Grundtvig le prophète. Des instituts populaires, le recueil de chansons a gagné progressivement les cours du soir, les écoles professionnelles et les instituts agricoles, et même les réunions politiques et les mouvements de jeunesse.

Aux jours d'humiliation, après le 9 avril 1940, sous l'occupation allemande, c'est dans le chant qu'on puisait force et confiance, c'est lui qui unissait les citoyens en exprimant les aspirations nationales. Durant l'été 1940, des milliers de gens se groupaient pour chanter en chœur les hymnes nationaux et les chansons de Grundtvig. Pour les paysans qui sortaient des instituts de Grundtvig, c'était déjà une habitude ; mais bientôt les ouvriers aussi l'adoptèrent et on peut dire, sans aucune exagération, que ces chœurs populaires, que nous appelons "Alsang", réalisèrent une véritable union des classes et jetèrent les jalons de la résistance active qui devait suivre. Aussi, n'est-ce pas une phrase vide de sens, si je dis que les traditions danoises de l'éducation populaire plus que tout autre chose, aidèrent la nation danoise à faire son union durant les premières années d'occupation.

Durant la session parlementaire de l'année 1941-42, alors que les

Allemands occupaient le pays, nous votâmes un ensemble de lois proposées par M. Jorgen Jorgensen, alors ministre de l'Instruction publique, concernant les instituts populaires, les cours du soir, les instituts agricoles et les écoles ouvertes aux jeunes ouvriers non spécialisés. Nous avions l'intention de donner ainsi une base nouvelle, extrêmement large, à une libre culture populaire. Certaines difficultés se présentèrent, sur lesquelles cette conférence nous donnera peut-être quelque lumière : il s'agissait des écoles pour les jeunes ouvriers non spécialisés.

Devaient-elles être obligatoires ou non ? Les partis politiques du pays étaient divisés à ce sujet, et le point de vue qui l'emporta fut qu'elles ne devaient pas être obligatoires. Mais les résultats obtenus depuis six ans n'étant pas convaincants, j'ai dû nommer une commission, comprenant plusieurs parlementaires, pour examiner à nouveau les problèmes posés par l'éducation des adultes.

Me voici au terme de ce bref exposé qui vous a présenté l'éducation des adultes au Danemark, à l'exclusion, bien entendu, de toute instruction scolaire et professionnelle. Je voudrais conclure maintenant par le récit d'une vieille légende sur les anciens habitants de ce château.

OGIER LE DANOIS,

COMPAGNON DE CHARLEMAGNE

La légende dit que dans les caves profondes de ce château demeure le vieux Holger-Danske qui, sous le nom d'Ogier le Danois, se battait aux côtés de Charlemagne. Quand il fut devenu vieux, au lieu de mourir, il descendit sous terre dans les caves de Kronborg, en compagnie de ses hommes bardés de fer. Et depuis lors, il demeure là, les bras appuyés sur une table de pierre que recouvre entièrement sa longue barbe blanche. Le seul vivant qui l'ait jamais vu était un prisonnier condamné à mort qui, pour sauver sa vie, consentit à descendre l'étroit es-

calier qui conduisait jusqu'à lui. En l'entendant venir, Ogier se réveilla et lui tendit la main. Mais n'osant la saisir, le prisonnier lui présenta une barre de fer à laquelle il s'appuyait. Et bien lui en prit, car Ogier le Danois serra si fort que la barre garda l'empreinte de ses doigts et le pauvre prisonnier fut ainsi sauvé. Et voici comment s'achève la légende : Un jour, quand le Danemark se trouvera dans une grande détresse et tout près de sa ruine, Ogier le Danois sortira de sa cave et, avec ses guerriers cuirassés, il viendra sauver sa patrie.

LES FORCES DE LA LIBERTE

Tous les enfants danois apprennent cette vieille légende et, depuis les temps de Grundtvig, on l'a répétée mille fois dans les instituts populaires. Eh bien ! mesdames et messieurs, lorsque le Danemark, sous l'occupation allemande, se trouvait dans un malheur extrême et qu'il devait subir tant d'humiliations, lorsque, nous, les aînés, devions supporter cela, comme Hamlet nous commençâmes à murmurer d'étranges choses, après qu'on eût tué la liberté ; et c'est alors qu'Ogier le Danois reparut tout à coup d'une manière imprévue et qui ne sembla pas toujours acceptable à tous. Il reparut incarné dans la résistance danoise, qui s'étendit bientôt du Skagen à Gedser. Et l'on comprit alors qu'il n'avait pas la barbe blanche, mais que lui et ses compagnons étaient tous des jeunes gens.

De même que nous avons trouvé dans les chœurs populaires dont j'ai parlé tout à l'heure une expression de l'éducation populaire danoise donnée dans les instituts Grundtvig et les cours du soir, de même la Résistance nous a révélé les forces d'une jeunesse anonyme, tout un peuple de jeunes hommes et de jeunes femmes rassemblés autour des idéaux démocratiques qu'on leur avait inculqués.

En travaillant au service de la paix, but et idéal de l'Unesco, nous devons avoir égard à ces forces anonymes et idéalistes de la jeunesse. Il est de notre devoir de les soutenir, de les utiliser et de gagner leur confiance. Ce n'est pas en donnant des allocations de chômage qu'on y arrivera. La seule chose qui puisse produire ce résultat, c'est une véritable éducation des adultes.

CULTURE POPULAIRE

L'une des questions de notre temps les plus importantes et les plus lourdes de conséquences.

(Suite de la page 5)

Une des résolutions essentielles de la Conférence invite l'Unesco à constituer le plus tôt possible auprès de sa Division de l'Éducation des Adultes, un comité consultatif qui devra l'aider de ses conseils, en même temps qu'il sera chargé de veiller à l'application des recommandations de la Conférence d'Elseur.

"...Si l'on veut atteindre les objectifs de la présente conférence et ceux de l'Unesco", déclare cette résolution, "il faut créer sur le plan mondial un mouvement efficace d'éducation des adultes... Toutefois, il serait prématuré, à l'heure actuelle, de recommander la création d'une organisation mondiale permanente de l'éducation des adultes."

"En vue de servir les fins de l'Unesco et d'appliquer les recommandations de la Conférence, il est proposé de créer un organisme chargé d'assurer la coopération entre les organisations et les spécialistes de l'éducation des adultes dans le monde entier. Il est reconnu qu'un tel organisme, quel qu'il soit, devrait agir par l'intermédiaire de l'Unesco et avec les moyens que cette Organisation mettrait à sa disposition."

Importance des stages d'études pratiques

DANS une autre résolution, la Conférence insiste sur la nécessité d'instituer des stages d'études internationaux consacrés à des questions particulièrement importantes pour l'éducation des adultes. "Nous considérons que cette action fait partie de la tâche de l'Unesco", déclare la résolution, "et nous recommandons vivement que l'Unesco soit invitée à organiser, sans tarder, un stage qui aurait lieu si possible en 1950. Les sujets qui devraient, à notre avis, avoir priorité sont, d'une part, l'étude des relations internationales et de certains problèmes internationaux déterminés ; d'autre part, les méthodes et les techniques de l'éducation des adultes."

Pour faciliter la circulation des documents d'un pays à l'autre, la Conférence d'Elseur a demandé à l'Unesco de centraliser les publications et d'en assurer régulièrement le compte rendu, résumant, traduisant et diffusant toutes informations relatives à l'éducation des adultes.

En outre, les délégués ont approuvé une résolution recommandant à l'Unesco de publier un bulletin d'informations sur les progrès de l'éducation des adultes : "Il y aurait intérêt à publier périodiquement un bulletin faisant connaître les derniers progrès accomplis dans l'éducation des adultes." Un bulletin de ce genre, au moins trimestriel, fournirait aux revues nationales, que publient divers mouvements d'éducation des adul-

tes, des informations qui seraient ainsi l'objet d'une vaste diffusion.

Missions

La Conférence a recommandé aux pays ayant acquis une sérieuse expérience de l'éducation des adultes d'envoyer des missions dans les régions où cette éducation est encore peu développée. S'il s'agit d'aspects particuliers de l'éducation des adultes, ces missions pourraient être organisées par les institutions spécialisées en ces matières. Pour l'éducation des adultes en général, la Conférence a décidé que cette tâche devait incomber à l'Unesco.

Tout en reconnaissant qu'il s'agissait là d'un projet à long terme, les délégués ont décidé que l'Unesco devrait s'efforcer d'aider l'éducation populaire en faisant traduire et publier en plusieurs langues les documents importants qui existent déjà.

La Conférence d'Elseur a également recommandé que tous les pays développent l'enseignement des langues étrangères par la radio. Elle a souligné l'importance des musées et des bibliothèques pour la culture populaire et spécifié que les sciences, au sens le plus large du terme, devraient tenir une grande place dans les programmes destinés aux adultes, notamment pour mettre en évidence les répercussions de la science moderne sur la vie sociale.

Une culture vivante

AU cours d'une émission radiophonique retransmise du Danemark dans les pays américains de langue espagnole, M. Torres Bodet a dégagé avec éloquence le sens des réunions d'Elseur :

"Ce que d'éminents pédagogues s'efforcent de faire en préparant les plans d'une coopération internationale dans le domaine de l'éducation des adultes", a-t-il déclaré, "c'est, en réalité, jeter les bases d'une nouvelle vie, d'un état social supérieur, où l'homme, s'appuyant, dans son instinct de sociabilité, sur une technique rationnelle et accessible à tous, pourra cultiver avec fruit l'unique terrain harmonieux de la solidarité et de la paix."

"De nos jours, toute culture véritable doit naître de la vie ; une culture vivante se fonde sur la vie de l'individu avant tout, mais aussi sur la vie de la société et même sur la vie du monde. C'est là une nouvelle perspective qui permet aux plus humbles d'améliorer leurs aptitudes et leurs connaissances grâce à la science, à la philosophie ou à l'art, suivant le cas. La culture produit un art pour l'expression et un art pour l'action... L'éducation des adultes, culture vivante, a pour tâche d'aider chaque travailleur à vivre sa vie en lui donnant les moyens de la transformer pour la rendre plus humaine..."

QUE faire pour que parviennent réellement à la connaissance de tous les savants du monde les 1 à 2 millions d'articles que publient chaque année à leur intention plus de 50.000 journaux et revues scientifiques ? Publier des analyses documentaires de ces articles ? — Sans doute, et c'est ce à quoi s'emploient plus de 500 publications universellement connues. Le résultat, pourtant, est loin d'être uniformément satisfaisant. Des inégalités subsistent, gravement préjudiciables à certaines branches des sciences ou même à certains pays.

"Aucun savant ne devrait avoir à lire plus de deux bulletins d'analyse documentaire générale, ni plus de trois bulletins spécialisés", a déclaré le professeur J.-D. Bernal, du laboratoire de recherche de "Birkbeck College", Université de Londres. Or, dans l'état actuel de l'analyse documentaire, le spécialiste, surtout s'il s'intéresse à une discipline nouvelle comme, par exemple, la cristallographie, se voit fréquemment obligé d'aller puiser les informations qui lui sont nécessaires dans un nombre important de publications destinées, en premier lieu, aux physiciens, aux chimistes, aux mathématiciens, aux biologistes ou même aux médecins.

D'autre part, d'importants travaux restent parfois ignorés faute d'une information adéquate. Le Centre de Coopération scientifique organisé au Caire par l'Unesco, l'an dernier, dressait une "liste de travaux scientifiques publiés au Moyen-Orient". Cette liste révéla aux spécialistes un nombre notable de travaux qu'ils ignoraient ; et les lecteurs moins spécialisés eurent la révélation de périodiques dont ils n'avaient jamais entendu parler.



LE monde scientifique peut-il se permettre de courir le risque, aussi infime qu'il puisse paraître, d'ignorer pendant des décades des travaux dont l'importance peut être considérable, comme ce fut le cas pour les découvertes de Mendel sur l'hérédité ?

C'est par cette question qu'un éminent savant français, le professeur Pierre Auger, directeur du département des sciences de l'Unesco, ouvrait, le 20 juin dernier, une conférence internationale réunissant, au siège de l'Unesco à Paris, 147 spécialistes venus de 29 pays.

L'éclat donné par l'Unesco à cette conférence, les concours qu'elle a sollicités et obtenus de la part de 24 organisations internationales, montrent assez l'importance du problème.

C'est ce que devait souligner, à la fin de la conférence, M. Torres Bodet, directeur général de l'Unesco, félicitant les délégués des mesures qu'ils avaient adoptées pour assurer "une meilleure coordination

DEUX MILLIONS D'ARTICLES SCIENTIFIQUES PAR AN!...

Devant l'impossibilité de dépouiller près de 50.000 revues, les savants font appel à des services d'analyse documentaire entre lesquels l'Unesco souhaite voir se former des liens d'étroite coopération. L'Unesco réunit, en juillet, des "documentalistes" de vingt-neuf pays.

internationale des services analytiques".

— Il est de l'intérêt même de la paix d'empêcher la science de se compartimenter par sujets et par régions", déclarait-il.

La première de ces mesures est la création d'un Comité consultatif provisoire de dix membres chargé de conseiller l'Unesco dans les démarches qu'elle entreprendra pour appliquer les recommandations de la conférence. La principale de ces recommandations concerne l'établissement de Comités nationaux ou régionaux et celui de comités spécialisés. Ce sont là, en effet, les deux éléments de base de la réforme envisagée par les délégués.

Les comités régionaux auront notamment pour tâche de veiller à ce que les documents publiés dans la région de leur ressort soient convenablement catalogués et analysés ; à ce que les savants de cette région disposent d'analyses des articles parus à l'étranger, et à ce que les recommandations de la Conférence qui vient de se terminer à l'Unesco soient prises en considération et mises en œuvre.

Il existe déjà un comité régional britannique. C'est aussi un savant britannique, le professeur Samson Wright, qui eut récemment l'idée de confier à des comités nationaux le soin d'analyser les périodiques rédigés dans leur langue et susceptibles d'intéresser les autres pays. "Ce système, écrit le Dr Thérèse Grivet, dans un rapport préparatoire à la conférence, semble fonctionner déjà pour la Suisse,

l'Italie, la Hongrie, la Finlande, la Norvège et l'Amérique du Sud. Il faudrait développer et généraliser cette méthode..."

Quant aux comités spécialisés, leur tâche doit être d'assurer une coordination internationale entre les services qui s'intéressent aux mêmes domaines ; à la physique et aux sciences de l'ingénieur par exemple, à la chimie ou à l'agriculture.

"Plus tard, on déclarait les délégués, il sera peut-être souhaitable de former d'autres comités spécialisés pour des sections comme les mathématiques et la cristallographie".



Ils ont conclu en demandant à l'Unesco d'inviter les organisations internationales intéressées, les unions scientifiques notamment, à faciliter la constitution de ces comités.

En adoptant cette résolution, les délégués se sont sans doute souvenus des excellents résultats déjà obtenus par le Comité international de coordination des services d'analyse et d'indexage de médecine et de biologie.

Pour réaliser les vœux de la conférence en cette matière, il suffit actuellement de deux comités : l'un pour l'agriculture et la biologie appliquée et l'autre pour la chimie. A l'instar de ce qu'ont déjà fait les médecins et les biologistes, les membres de la commission des Sciences physiques ont, en effet, constitué avant même que la conférence ne prit fin, un comité international composé de 16 physiciens.



Publication d'un journal général

PARMI les résolutions d'ordre technique adoptées par les délégués, il en est deux qui méritent une mention spéciale.

La première insiste sur l'intérêt que présenterait la publication, sous les auspices d'un organisme unique à direction internationale, d'un seul journal général international d'analyses pour les sciences physiques pures et appliquées, y compris les sciences astrophysiques et géophysiques.

Les délégués ont recommandé "qu'une commission composée de représentants des organisations actuellement responsables de la publication des analyses (entre autres l'"Institution of Electrical Engineers" et l'"American Physical Society"), ainsi que de représentants des Unions scientifiques internationales intéressées, soit réunie pour mener à bien ce projet". Le journal projeté serait rédigé partie en français, partie en anglais ; il comporterait en outre des sections susceptibles d'être publiées séparément.

La seconde résolution invite les rédacteurs en chef d'inclure dans "chaque livraison de tout périodique scientifique des synopses, au moins en français ou en anglais, de tous les articles originaux qui y figurent".

Cette méthode, appliquée déjà par un certain nombre de périodiques scientifiques, offre le double avantage de réduire les délais de publication d'analyses — avantages particulièrement appréciables pour le savant qui s'adonne à la recherche — et les frais d'analyse.

Les répertoires internationaux

PARMI les autres mesures recommandées par la Conférence pour améliorer l'information analytique scientifique, citons la libre circulation de la documentation scientifique d'un pays à l'autre ; les accords de coordination entre les services ; l'utilisation d'un plus grand nombre de langues, en particulier pour la diffusion d'informations agricoles ; la normalisation rédactionnelle et terminologique des analyses ("Chim. Ind." peut être l'abréviation de huit journaux...) ; l'extension de l'information à certains domaines actuellement négligés ; une plus étroite collaboration entre ceux qui s'occupent du développement et de l'utilisation des dispositifs mécaniques et électriques de triage ; la création de centres bibliographiques régionaux ; la publication d'un répertoire des services d'indexage et d'analyse, et de listes consolidées des périodiques dépouillés par les divers services d'analyse.

Cette dernière disposition a pour but de permettre de retrouver facilement les analyses aussi longtemps qu'ils sont utilisables. En biologie, une enquête a révélé que les comptes rendus analytiques pouvaient rester utiles pendant plusieurs décades. Ils servent plus longtemps pour les sciences physiques pures que pour la physique appliquée. On peut indiquer les chiffres suivants : 20 ans pour la chimie physique et la physique des métaux, 5 à 15 ans pour la métallurgie, 10 à 12 ans pour la radioélectricité et l'électronique, 5 à 10 ans en technologie chimique.

Si complexe que soit ce problème de l'information analytique scientifique, il n'est pas impossible de le résoudre partiellement par une collaboration internationale qui se développerait sous les auspices de l'Unesco, ont affirmé les délégués.

Pendant la conférence, une exposition a permis au public de s'initier aux principaux problèmes de l'information analytique scientifique.

LE ROLE DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE dans la SCIENCE

LA diffusion de l'information revêt pour l'homme de science une particulière importance. Qu'il soit bactériologiste, physiologue, ou chimiste dans un laboratoire ou, au contraire, géologue ou spécialiste de la médecine tropicale in situ, ses travaux, s'ils sont couronnés de succès, aboutissent à la découverte de faits nouveaux qui intéressent l'humanité entière. Et pourtant cette découverte, grande ou petite, qui va venir s'ajouter à la somme des connaissances humaines, ne sera d'aucune utilité si elle n'est communiquée à d'autres.

Si l'on découvre par exemple un nouvel antibiotique, utilisable dans le traitement d'une maladie tropicale, il faut que, dans les régions où elle sévit, tous les médecins, tous les officiers de santé puissent en être promptement informés.

Nul ne sait au juste combien de travailleurs comptent, de par le monde, les stations de recherches. Nul ne sait au juste dans combien de revues scientifiques sont publiées leurs découvertes, ni le nombre des études scientifiques qui paraissent chaque année. Les estimations des bibliothécaires et des documentalistes compétents varient à l'extrême. Il faut certainement compter un minimum de 750.000 textes scientifiques par an, et certains pensent même que le nombre en atteint près de 2 millions.

Ls'agit parfois de livres, de mémoires ou de communications techniques, mais le plus souvent d'articles publiés dans des revues scientifiques qui doivent bien être au nombre de 50.000 ; comme aucune bibliothèque ne les possède toutes, les échanges entre bibliothèques et l'envoi de photocopies sont essentiels à la diffusion des informations scientifiques.

La circulation des informations parmi les chercheurs favorise d'ailleurs grandement la découverte. Un bactériologiste de Prague peut posséder la donnée qui précieusement permettrait à un chercheur de New-York de faire aboutir ses expériences. La science pourrait lutter plus aisément contre la maladie, la sous-alimentation et la misère si l'on améliorait la diffusion des informations, permettant ainsi à tous les savants de profiter de l'expérience des autres.

C'est peut-être l'abondance même des publications scientifiques qui constitue le

par
le Dr. John E. FLYNN
Rédacteur en chef de "Biological Abstracts", Philadelphie.

plus grand obstacle à leur utilisation. Un savant qui veut faire des recherches sur la prévention du typhus pourrait passer tout son temps à rechercher et à lire ce qui a paru sur la question et sur des problèmes analogues, et laisser pourtant échapper des renseignements importants.

POUR permettre au chercheur de consacrer davantage de temps à un travail productif, en lui fournissant toutes informations nécessaires aux progrès réalisés ailleurs, on a créé, dans divers pays, des organismes chargés de dépouiller et de condenser (c'est-à-dire de présenter sous forme d'analyses documentaires) les études scientifiques paraissant dans les diverses spécialités. Ces services de comptes rendus analytiques ou d'indexage sont généralement des organismes à but non lucratif et ont été créés par des institutions scientifiques bénéficiant parfois d'une subvention gouvernementale. Le personnel se compose de chercheurs ou d'universitaires qui consacrent une partie de leur temps, à titre bénévole ou pour une rémunération purement symbolique, à lire et à résumer, pour leurs collègues, les articles scientifiques paraissant dans leur spécialité.

De nombreux services de comptes rendus analytiques emploient des spécialistes hautement qualifiés qui non seulement résumant mais critiquent les travaux dont l'étude leur est confiée. Comme de nombreux articles scientifiques paraissent dans des langues telles que le finlandais, le hongrois, le turc, l'arabe ou le japonais, de nombreux services de comptes rendus analytiques emploient des savants qui sont, en même temps, des linguistes.

L existe à l'heure actuelle plusieurs centaines de services de comptes rendus analytiques. Certains ne dépassent pas le cadre local, ou se spécialisent dans telle ou telle branche de la science. D'autres sont de vastes organismes avec des milliers de lecteurs, et des dizaines, parfois des centaines de chefs

de rubrique. D'après une enquête récente de la Fédération internationale de Documentation, il y a actuellement quarante-deux services de ce genre, qui publient plus de quatre mille comptes rendus analytiques par an. Mais de nombreux domaines de la recherche scientifique restent insuffisamment desservis. Les savants et les documentalistes reconnaissent qu'il n'y a guère de domaine, à l'heure actuelle, où l'information soit organisée de façon à répondre entièrement aux besoins ; il est donc indispensable d'améliorer et de développer les services de comptes rendus analytiques et d'indexage si l'on ne veut pas que d'importantes découvertes restent ignorées et sans effet.

Les savants du monde entier, aussi bien que l'Unesco et même l'humanité, ont intérêt à ce que soient partout connues les découvertes qui se font dans les laboratoires. Il importe au plus haut point d'assurer la publication, la diffusion et l'application rapides de toutes les découvertes qui se font dans les domaines de la médecine et de l'hygiène, de l'agronomie, de la chimie, et en somme dans toutes les disciplines scientifiques. La somme des connaissances scientifiques, qui s'accroît tous les jours, doit être accessible à tous ceux qui en ont besoin.

CONFERENCES CONVOQUEES PAR L'UNESCO		
DATE		LIEU
4-9 juillet	Comité d'experts sur le droit d'auteur	Paris
4	Commission mixte UNESCO-BIE (6 ^e réunion)	Genève
4-12	UNESCO-BIE - XII ^e conférence internationale de l'Instruction publique	"
7	Comité de coordination des Chantiers internationaux	Paris
7-8	Comité préparatoire, Association internationale des Sciences politiques	Londres
11	7 ^e séance de la Commission préparatoire du Conseil international de la Musique	Paris
11-13	Comité d'Experts pour les Sciences de l'Ingénieur	"
14-15	Comité mixte sur la formation des bibliothécaires en coopération avec I.F.L.A. et F.I.D.	Bâle
15-16	Réunion des dirigeants de cercles scientifiques	Paris
25-3 août	Commission des besoins techniques (Presse, Radio, Film)	"
26-27	Conférence internationale pour la création d'un Centre international des sciences agronomiques (conjointement avec F.A.O. et le gouvernement italien)	Rome
27-3 sept.	Stage d'études pratiques sur le problème de l'analphabétisme en Amérique latine	Rio-de-Janeiro

L'Unesco définit son plan



Le mois dernier, le Courrier de l'Unesco a publié une étude du plan général des Nations Unies qui prévoit, pour une durée de deux ans, une somme d'environ 85 millions de dollars consacrés à l'assistance technique; ce plan a fait l'objet d'un rapport publié à Lake Success par les Nations Unies.

Le Conseil exécutif, réuni à Paris le mois dernier, a approuvé dans sa totalité le projet de participation de l'Unesco à ce plan. Il a constitué un groupe de travail de cinq membres, chargé d'aider le Directeur général à établir un programme et un budget qui seront soumis en octobre à la Conférence générale.

En raison de l'importance de la question, le Courrier de l'Unesco consacre une page entière aux projets concernant la participation de l'Unesco au programme d'assistance technique, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil exécutif. Le plan de l'Unesco prévoit un budget de 6.150.000 dollars environ pour la première année, et de 10.705.500 dollars pour la deuxième année.

Un programme d'assistance technique implique que les pays bénéficiaires précisent le genre d'assistance qu'ils désirent recevoir. En conséquence, l'Unesco a indiqué les domaines dans lesquels elle pourrait fournir assistance et les méthodes qu'elle serait disposée à appliquer à cet effet.

I. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

TOUT plan de mise en valeur économique, ayant pour but d'aider réellement un pays insuffisamment développé à améliorer lui-même sa situation, perdra tôt ou tard de son efficacité s'il ne comporte pas un plan de développement de l'enseignement. Dans la plupart des pays insuffisamment développés du point de vue économique, l'enseignement est insuffisant et très peu d'entre eux se trouveront en mesure, sans une aide technique extérieure, de satisfaire la demande croissante de personnel qualifié que suscitera le succès d'un plan de développement économique.

Les premières demandes sur des besoins d'ordre éducatif liés au développement économique auront vraisemblablement trait à l'enseignement technique. A tous les degrés de l'enseignement, depuis l'apprentissage des métiers manuels jusqu'à la formation des ingénieurs et autres spécialistes dans des instituts de technologie, une aide et des conseils seront demandés. De nombreux pays insuffisamment développés ne possèdent ni les connaissances, ni le personnel, ni les traditions qui leur permettraient de mettre sur pied un enseignement technique qui réponde à leurs besoins croissants. Ils ont besoin d'aide en ce qui concerne notamment l'organisation, l'administration financière, les bâtiments et le matériel, les manuels et les périodiques techniques, le personnel, la formation professionnelle des maîtres, les programmes d'études, les méthodes d'enseignement, l'emploi des auxiliaires audio-visuels et l'adaptation de l'enseignement technique à l'industrie.

METHODES : Envoi sur place de missions d'enquête préliminaire, d'équipes d'experts-conseils; bureaux de coopération scientifique; bourses, services de centralisation des informations et des échanges.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a acquis dans ce domaine une expérience peut-être plus limitée que dans d'autres; elle a, cependant, déjà organisé des missions chargées d'enquêter sur l'enseignement technique et joué un rôle consultatif par l'intermédiaire de ses bureaux de coopération scientifique. L'organisation même en outre une vaste enquête sur l'enseignement des sciences et elle a aidé les établissements d'enseignement technique des pays dévastés.

II. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Il est inutile d'insister sur la nécessité, pour un enseignement technique digne de ce nom, de s'appuyer sur un enseignement primaire efficace et accessible à tous. Bien peu de pays insuffisamment développés sont capables de mettre à profit, sans faire appel aux experts, l'expérience acquise à grand-peine par d'autres pays depuis un siècle. En général, ils ont besoin de conseils non seulement sur des questions relativement concrètes comme celles des bâtiments et du matériel scolaire, de l'administration et du financement des écoles, mais aussi en ce qui concerne les problèmes plus délicats qui se posent chaque fois qu'un important changement intervient dans les mœurs d'une société, et que l'enseignement essaie de sortir du formalisme stérile et de s'adapter à ces changements. Maintes régions insuffisamment développées doivent de toute nécessité recevoir une aide portant sur les méthodes d'enseignement, les manuels scolaires, les programmes d'études et la préparation du personnel enseignant. Il est rare qu'un système d'enseignement étroit et formaliste produise des éducateurs capables, sans l'aide de l'étranger, d'adapter rapidement leurs écoles aux exigences toujours nouvelles de la situation économique et sociale.

METHODES : Missions d'enquête préliminaire, conseillers, bourses d'études, centres de formation professionnelle et de production, séminaires, publications de revues et de manuels à l'intention du personnel enseignant, distribution de livres et de documentation.

III. — EDUCATION DE BASE POUR ADULTES

TOUTEFOIS, il est rare que des plans de développement économique puissent attendre qu'une nouvelle génération soit instruite. Il faut tenter d'assurer l'éducation des adultes. Un fait s'impose à nous : les deux tiers environ des représentants de la race humaine ne savent ni lire ni écrire. Bien que la lecture et l'écriture seules ne soient ni la fin, ni peut-être le commencement de l'éducation, la parole imprimée reste cependant l'un des moyens les plus puissants de transmettre les idées et de tirer un peuple de sa torpeur. L'illettré est souvent fermé à des idées qui peuvent être essentielles pour le développement économique et politique de son pays. Les méthodes d'enseignement de la lecture et de l'écriture ont fait de grands progrès depuis un demi-siècle, mais elles se répandent si lentement et de façon si incertaine que nombre de campagnes contre l'analphabétisme utilisent aujourd'hui encore des méthodes qui étaient déjà périmées il y a trente ans. Dans la plupart des cas, une aide technique économiserait du temps et de l'argent, épargnerait des efforts vains et stériles.

L'Unesco est prête à donner aide et conseils sur l'ensemble des problèmes de l'éducation de base. Depuis sa création, elle s'est efforcée d'étendre sa compétence à des questions de cet ordre; notamment la conduite de campagnes contre l'analphabétisme, l'amélioration de la situation sanitaire, l'amélioration des méthodes d'agriculture et de conservation du sol, le développement des métiers et petites industries locales; la préparation et l'emploi des livres, films, films fixes, expositions et programmes radiophoniques spécialement conçus pour de telles campagnes; les possibilités éducatives des bibliothèques, des entreprises coopératives et des centres de réunions des communautés; la méthode des "enquêtes sur le milieu", préliminaires à tout projet intéressant l'ensemble d'une collectivité.

d'assistance technique aux pays déshérités

« Il est peu de sujets qui parlent autant à l'imagination que la question du développement économique », a déclaré au début de l'année Williard L. Thorp, représentant des Etats-Unis au Conseil économique et social.

L'assistance technique aux pays insuffisamment développés, les garanties de paix et de stabilité qu'elle représente figurent au premier plan de l'actualité depuis que le Président Truman, dans son discours inaugural, en a fait l'un des quatre points essentiels d'un "programme neuf et hardi destiné à faire bénéficier de nos progrès scientifiques et industriels les régions insuffisamment développées".

"Plus de la moitié des populations du globe", a déclaré le Président des Etats-Unis, "vivent dans des conditions voisines de la misère. Mal nourries, ravagées par la maladie, elles ont une économie encore primitive et stagnante. Leur pauvreté constitue un désavantage et un danger, tant pour elles-mêmes que pour les régions prospères."

"Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité possède les connaissances et les techniques qui la mettent à même de soulager les souffrances de ces populations", a poursuivi le Président Truman. "Cette tâche doit être entreprise avec la coopération de tous les pays, par l'entremise des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées... Il faut que ce soit un effort mondial pour instaurer la paix, l'abondance et la liberté."

Dans le cadre de ses activités d'éducation des adultes, l'Unesco devra recourir à la coopération étroite des organisations sœurs compétentes en matière de santé, d'agriculture et d'industrie. En revanche, l'Unesco espère pouvoir aider d'autres institutions quant aux méthodes et au matériel d'enseignement nécessaires à leur activité.

METHODES : Missions d'enquête préliminaire, conseillers, bourses d'études, séminaires, zones de démonstration, publications, expositions sur la recherche, services de centralisation des informations et échanges.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a acquis dans ce domaine une vaste expérience.

IV. — PRODUCTION ET UTILISATION DU MATERIEL D'ENSEIGNEMENT ET D'INFORMATION

DANS tous les domaines déjà mentionnés, comme dans certains de ceux qui figurent ci-après, il est particulièrement nécessaire de procéder à des recherches sur l'emploi des livres, des films, des films fixes, de la presse et de la radio dans le cadre des plans de développement économique. Ce sont là des moyens puissants qu'on a, jusqu'ici, presque toujours négligé d'utiliser à de telles fins. La parole imprimée elle-même n'a été adaptée qu'en de rares occasions aux besoins des populations insuffisamment développées; le nombre de brochures ou de livres bien faits écrits à leur intention est étonnamment réduit.

Le film, le film fixe et la radio semblent fournir l'instrument idéal pour gagner l'appui des populations dans les collectivités insuffisamment développées. Mais cela exige le recours à des techniques difficiles, et même l'adaptation de la presse aux besoins d'un public à peine



instruit n'est pas chose simple. La plupart des pays auront besoin d'une aide extérieure pour arriver à une meilleure utilisation des moyens d'information des masses.

METHODES : Conseillers, centres de recherche et de production, zones de démonstration, stages d'étude et autres méthodes de formation professionnelle.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco constitue des collections de brochures et de livres publiés dans tous les pays du monde et destinées aux régions insuffisamment développées; elle donne d'ores et déjà son concours à deux expériences régionales, d'une portée limitée, qui ont pour but la production de livres, de films et de films fixes à utiliser pour des campagnes d'éducation de base.

V. — BESOINS TECHNIQUES DE LA PRESSE, DU CINEMA ET DE LA RADIO

BIEN des pays insuffisamment développés ont cependant à surmonter d'autres difficultés d'ordre matériel avant de pouvoir utiliser pleinement les moyens d'information des masses. Ils n'ont ni l'équipement, ni le matériel, ni le personnel qui leur permettraient de faire contribuer davantage la presse, le cinéma et la radio au développement économique et à l'éducation. Beaucoup d'entre eux sont très insuffisamment pourvus d'articles essentiels tels que le papier et la pellicule, et insuffisamment équipés en presses à marbre plat, machines à composer, machines à écrire et linotypes avec caractères du pays, postes de radio (émetteurs ou récepteurs), matériel d'enregistrement, caméras et projecteurs de films, etc. Beaucoup d'entre eux ne savent où se procurer les matières premières et l'équipement dont ils ont besoin et ne sont pas au courant des méthodes de formation professionnelle.

METHODES : Missions, conseillers techniques et bourses.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a fait des enquêtes spéciales dans 44 pays pour réunir toutes les informations sur la situation de la presse, du cinéma et de la radio dans ces divers pays. Elle a aussi constitué une documentation sur les sources d'approvisionnement en matériel et en équipement et sur les méthodes de formation professionnelle des pays les plus évolués. Elle a fourni des renseignements sur toutes ces questions.

VI. — FORMATION DES MAITRES ET DES SPECIALISTES

La plus importante contribution de l'Unesco au développement économique consistera très probablement, dans les pays insuffisamment développés, à former des spécialistes qualifiés dans les domaines de l'éducation et de la science, et dans l'emploi des moyens

d'information des masses. En ce qui concerne l'éducation de base, par exemple, le nombre des personnes vraiment qualifiées est, pour l'ensemble du monde, tragiquement insuffisant; quant à l'enseignement technique, les pays les plus avancés eux-mêmes souffrent d'une dangereuse pénurie de professeurs. Les travailleurs scientifiques sont, eux aussi, trop peu nombreux pour la tâche qui les attend dans les pays insuffisamment développés. Il en est de même pour les bibliothécaires et les documentalistes de profession. Si nous nous tournons vers la radio et le cinéma, nous constaterons que plus rares encore sont ceux qui ont les connaissances et l'expérience voulues pour utiliser efficacement ces moyens d'information au service du développement économique.

METHODES : Centres de formation professionnelle, bourses de perfectionnement et bourses d'études, stages et cercles d'étude, démonstrations, instituts scientifiques et industriels.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a acquis de l'expérience sur les points suivants : organisation de stages d'étude et de cercles d'étude, zones de démonstration; centres de production; création d'un institut régional.

VII. — ORGANISATION DES LABORATOIRES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

LA mise en valeur économique est liée au développement technique et elle ne peut être considérée comme durable si elle ne s'appuie, dans une certaine mesure, sur la recherche scientifique et technique. Cette recherche a une double utilité. Tout d'abord, elle permet d'améliorer les techniques en usage et de les adapter avec succès à des conditions nouvelles. Ensuite, les laboratoires de recherche contribuent excellentement à la formation des cadres supérieurs de techniciens et des futurs professeurs et instituteurs de l'enseignement supérieur et technique.

L'organisation, le matériel, les programmes des laboratoires doivent être minutieusement étudiés par une équipe de spécialistes. Pour faire œuvre utile et durable, ils doivent être confiés tout d'abord à un groupe de savants expérimentés dont les services seront assurés pendant assez longtemps.

METHODES : Missions d'experts-conseils, bureaux de coopération scientifique, bourses, instituts de recherches scientifiques et techniques.

EXPERIENCE ACQUISE : Dans la mesure de leurs possibilités les bureaux de coopération scientifique de l'Unesco ont déjà joué le rôle de conseillers en matière d'organisation de laboratoires de recherche. Le service d'information sur les appareils scientifiques a fourni de nombreux renseignements sur les appareils de recherche répondant aux besoins locaux, et sur la façon de se les procurer (catalogues, descriptions, prix). Le Département de la reconstruction a acheté et expédié de grandes quantités de matériel.

Informations scientifiques

EN raison des programmes de développement économique, les pays insuffisamment développés du monde entier feront de plus en plus appel aux services d'information et de liaison scientifique; c'est aux institutions internationales qu'il sera le plus facile d'assurer ces services. Elles recevront des demandes de renseignements sur le matériel scientifique de tous genres, notamment sur les appareils utilisés dans l'enseignement scientifique et technique de tous les degrés et sur l'équipement des laboratoires de recherche. Elles devront aussi donner des renseignements sur les publications scientifiques et, dans la plupart des cas, il leur faudra même fournir des livres et des revues scientifiques et des conseils sur la façon d'organiser et d'utiliser les bibliothèques. Des services de ce genre tiendront les savants et les chercheurs de ces régions constamment au courant des progrès réalisés, de par le monde, dans leurs domaines respectifs.

Un service d'information scientifique a une deuxième fonction : il aide le grand public à mieux comprendre les principes et les méthodes scientifiques appelés à jouer dans sa vie un rôle de plus en plus considérable à mesure que progressera la mise en œuvre du plan de développement économique. Faute d'être informés de la signification et du rôle de la science dans leur vie quotidienne, les habitants d'une région insuffisamment développée seront vraisemblablement peu enclins à participer de bon gré et intelligemment à des plans de développement fondés sur le progrès technique. Parmi les méthodes utilisées, citons les expositions, les brochures, les cercles d'études scientifiques, etc.

METHODES : Bureaux de coopération scientifique, centres de distribution de livres et de périodiques, missions d'experts-conseils, publications et expositions.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a acquis une expérience utile de ces questions grâce à ses bureaux de coopération scientifique et à sa division des publications scientifiques. Le système des bons de livres a été utilisé à des fins semblables.

VIII. — PROBLEMES REGIONAUX POSES PAR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Le développement économique comportera nécessairement, pour beaucoup de pays, un effort d'industrialisation portant sur une meilleure et plus complète utilisation des ressources naturelles. Les industries secondaires, qu'il conviendra de développer en premier lieu, seront, en général, les industries de transformation

(Suite page 11)

Les directeurs du stage de Rio

Le stage d'études sur l'analphabétisme, qui doit s'ouvrir à Rio, le 27 juillet, comprendra cinq groupes de travail. Ci-dessous sont indiqués leur titres et les noms des personnalités qui en dirigeront les travaux.

GRUPE I. STATISTIQUE ET DOCUMENTATION.

M. Germano G. Jardim, de nationalité brésilienne, statisticien à l'Institut inter-américain de statistique, Washington.

GRUPE II. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET ANALPHABETISME.

M. Carmela Tejada, de nationalité péruvienne, spécialiste de l'enseignement primaire à l'Organisation des Etats américains.

GRUPE III. ORGANISATION DES CAMPAGNES CONTRE L'ANALPHABETISME.

M. Lourenço Filho, directeur du Stage. Directeur général au ministère de l'Education nationale, Brésil.

GRUPE IV. OBJECTIFS, METHODES ET MATERIEL DE L'ENSEIGNEMENT DE LA LECTURE ET DE L'ECRIURE.

M. Frederick J. Rex, célèbre éducateur américain, du Secrétariat de l'Unesco.

GRUPE V. EDUCATION DES ADULTES.

M. Guillermo Nannetti, ancien ministre de l'Education nationale, Colombie, directeur du Stage d'études sur l'éducation de base (Caracas, 1948).

Lutte contre l'analphabétisme en Amérique latine

Le ministère brésilien de l'Education fait imprimer un curieux petit livre dont l'auteur est un journaliste de Rio-de-Janeiro : Raimundo Souza Dantas ; ce livre sera distribué dans tout le Brésil aux adultes qui suivent les cours pour illettrés. Souza Dantas, qui n'a que 28 ans, est le rédacteur en chef de l'un des plus grands quotidiens de Rio. Et, pourtant, il n'y a pas onze ans qu'il était complètement illettré. Dans son livre, Souza Dantas raconte comment sa vie entière s'est trouvée soudain transformée et enrichie dès qu'il eut appris à lire et à écrire.

Pour le Stage d'études sur l'analphabétisme, qui s'ouvre ce mois-ci à Petropolis, près de Rio, sous les auspices du gouvernement brésilien, de l'Organisation des Etats américains (O.A.S.) et de l'Unesco, le petit livre de Souza Dantas sera un exemple de l'œuvre accomplie par le Brésil dans la lutte que mène actuellement l'Amérique latine contre l'analphabétisme.

José Julian Marti a appelé l'Amérique "le continent de l'espoir". Simon Bolivar a proclamé que la libération de l'Amérique était "l'espoir de l'univers". Mais aujourd'hui, dans cette Amérique des libérateurs, soixante-dix millions d'êtres ne savent ni lire, ni écrire. Dix-neuf millions d'enfants ne reçoivent aucune instruction élémentaire. Comment concilier l'espoir d'une vie meilleure, conçu par Marti et Bolivar, avec le fait que ces masses négligées restent à l'écart de la vie intellectuelle du continent ?

C'EST au Stage d'études de Rio-de-Janeiro qu'il appartient de déclencher la première attaque méthodique, totale et coordonnée qui ait jamais été

ménée contre l'analphabétisme à l'échelle d'un continent. Il ne s'agit pas simplement d'apprendre à la population à lire et à écrire. La tâche sera bien plus vaste : l'objectif est d'élever le niveau matériel, moral et intellectuel de la population entière.

Depuis quelques mois, des groupements et des organisations de l'Amérique du Nord et du Sud se sont mis à l'œuvre, en collaboration avec l'Unesco, pour préparer le travail.

Afin de montrer la situation sous son jour véritable, l'Institut interaméricain de statistique a établi et comparé les statistiques relatives à l'analphabétisme dans vingt-deux pays. L'O.M.S. et le Bureau sanitaire panaméricain se sont occupés de l'éducation sanitaire des adultes et ont préparé une exposition sur l'enseignement élémentaire de l'hygiène. L'Institut interaméricain d'Agriculture a examiné les possibilités d'amélioration des procédés agricoles et l'O.I.T., ainsi que le Département des questions sociales et économiques de l'O.A.S. se sont préoccupés de la main-d'œuvre, des coopératives et du logement. La Division des bibliothèques de l'Union panaméricaine, qui accumule depuis soixante ans une documentation sur l'Amérique, a étudié le développement à donner aux bibliothèques populaires.

Les éducateurs et les hommes de science des deux Amériques, les Universités du Mexique, du Brésil, du Pérou et des Etats-Unis, se sont intéressés à certains aspects techniques de l'éducation. Dans tous les pays des deux Amériques des plans ont été dressés en vue de l'effort commun auquel le Stage d'études de Rio-de-Janeiro donnera une première impulsion.

Le Brésil, entre autres, poursuit contre l'analphabétisme une campagne qui a déjà pris l'aspect d'une véritable croisade nationale et qui montre la voie à d'autres pays d'Amérique.

Sur cent Brésiliens, en 1920, soixante ne savaient ni lire ni écrire. La grande campagne de 1947 aboutit, en quelques mois, à l'ouverture de douze mille écoles comptant un million d'élèves. Le pays tout entier a reconnu que la campagne contre l'analphabétisme contribue à améliorer la santé publique, les procédés agricoles et le niveau de vie. Le gouvernement, la presse, l'industrie privée et les intellectuels lui ont apporté leur concours. Grâce aux efforts d'hommes tels que le Dr Lourenço Filho (Directeur de l'Education et l'une des personnalités les plus remarquables du monde de l'enseignement en Amérique latine), le Dr. Francisco Jarussi, le Dr. Anísio Teixeira, le Dr. Fernando Tude de Souza, etc., la campagne contre l'analphabétisme est devenue une véritable croisade nationale.

Des campagnes analogues prennent chaque jour plus d'ampleur dans les autres pays d'Amérique latine. Au Stage d'études de Rio, tous les pays d'Amérique mettront en commun leur expérience, leurs connaissances et leurs ressources afin d'étendre la campagne à tout le continent.

C'est à Petropolis (Brésil), à l'hôtel Quitandinha, le plus grand du monde, que se déroulera le stage sur l'analphabétisme en Amérique latine.



En coopération avec l'O.A.S., le Bureau of Current Affairs de Londres et le Bureau international d'Education, l'Unesco a préparé pour le Stage d'études une abondante documentation, une exposition sur l'éducation de base, et des informations sur les auxiliaires auditifs et visuels et les méthodes d'éducation des adultes.

Le Stage d'études sur l'analphabétisme se tiendra du 27 juillet au 2 septembre, à l'Hôtel Termas Quitandinha, dans une pittoresque région montagneuse au-dessus de Rio-de-Janeiro.

Le Dr. Lourenço Filho dirigera ce Stage qui comprendra cinq groupes d'études, s'occupant respectivement de la statistique et de la documentation ; des objectifs poursuivis, des méthodes et du matériel utilisés, dans l'enseignement de la lecture et de l'écriture ; de l'enseignement élémentaire et de l'analphabétisme ; de l'organisation des campagnes contre l'analphabétisme et de l'éducation des adultes.

ABONNEZ-VOUS au "Courrier"

Le Courrier de l'Unesco est une publication périodique internationale consacrée aux travaux de l'Unesco et au progrès de l'éducation, de la science et de la culture dans le monde.

Le prix de l'abonnement est de 250 francs français par an (300 francs français en dehors de France), soit un dollar américain ou 5 shillings.

Jusqu'ici, le service de notre journal a été fait gratuitement à certaines personnes. Afin de pouvoir attendre un public plus étendu dans les quelque cinquante pays où il est distribué et d'où il reçoit ses informations, le Courrier demande à ses lecteurs un geste qui leur coûtera plus d'effort que d'argent.

ABONNEZ-VOUS ! Parlez du Courrier à vos amis et recueillez des abonnements.

Ecrivez directement au siège de l'Unesco, 19, avenue Kléber, Paris, ou à notre dépositaire dans votre pays.

- Argentine : Editorial Sudamericana S. A. Alsina 200 Buenos Aires.
- Australie : H.A. Goddard Ltd., 255a, George St., Sydney
- Belgique : Librairie encyclopédique, 7, rue du Luxembourg, Bruxelles IV.
- Canada : The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto.
- Cuba : La Casa Beiga, M. René de Smet, O'Reilly, La Havane.
- Danemark : Einar Munksgaard, 6 Norregade, Copenhagen.
- France : Editions Pedone, 13, rue Soufflot, Paris.
- Grande-Bretagne : H.M. Stationery Office, Londres; York House, Kings-roads, Manchester 2; 39/41 King Street, Edimbourg 2; 13a Castle Street, Cardiff; 1 St. Andrew's Crescent, Bristol 1; Tower Lane, Belfast; 80 Chichester Street.
- Grèce : Eleftheroudakis, Librairie internationale, Athènes.
- Pays-Bas : N.V. Martinus Nijhoff, Afd., Fondaministratie 9 Lange Voorhout, La Haye.
- Inde : Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, La Nouvelle Delhi.
- Liban et Syrie : Librairie Universelle, Av. des Français, Beyrouth, Liban.
- Portugal : União Portuguesa de Imprensa, Caixa Postal 615, Lisboa.
- Suède : Aut. C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Fredskatan 2, Stockholm.
- Suisse : Librairie Payot, Lausanne.
- Uruguay : Libreria Internacional S.R.L., Calle Uruguay 1331, Montevideo.
- U.S.A. : International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.

Nations Unies et Information thème d'étude de deux conférences à Genève

DIFFERENTES organisations non gouvernementales qui coopèrent avec les Nations Unies et les institutions spécialisées ont tenu deux conférences au Palais des Nations à Genève le 27 juin et le 2 juillet.

La première, convoquée par le Département de l'Information des Nations Unies, a réuni, les 27 et 28 juin, 160 délégués représentant 95 organisations européennes non gouvernementales, en vue d'un examen général des problèmes qui se posent aux Nations Unies en matière d'information.

Sur la base des rapports présentés par les Centres d'information des Nations Unies en Europe, les délégués ont examiné comment la presse, le cinéma et la radio pouvaient contribuer à faire mieux connaître au public la mission et l'œuvre des Nations Unies.

La deuxième conférence générale des organisations non gouvernementales ayant voix consultative auprès des Nations Unies ou des institutions spécialisées, s'est tenue les 1^{er} et 2 juillet, en présence de plus de 100 délégués qui ont étudié les moyens prati-

ques dont ils disposent pour aider au succès de l'œuvre des Nations Unies.

M. V. Hercik, du Bureau des Relations extérieures de l'Unesco, a indiqué aux représentants de 29 organisations ayant voix consultative auprès de l'Unesco, comment ils pourraient aider l'organisation dans son travail.

Les conclusions auxquelles ont abouti ces deux conférences seront soumises au Comité consultatif d'Information des Nations Unies et des Institutions spécialisées, dont la dixième session doit s'ouvrir à Genève le 5 juillet.

Le Comité examinera deux questions qui intéressent l'Unesco, à savoir : le projet tendant à faire célébrer une journée des Droits de l'Homme le 10 décembre et la possibilité d'édition et de diffusion dans les Etats non membres des Nations Unies des publications et brochures, notamment en allemand et en italien.

Le Dr Carlo A. Prato, chef du Bureau de l'Information, représentait l'Unesco à ces conférences.

L'Unesco et les pays déshérités

(Suite de la page 10)

des produits des mines et de l'agriculture. Pour être efficace, cet effort implique un inventaire de toutes les ressources naturelles disponibles, appuyé sur une étude systématique des problèmes que posent dans chaque région les conditions spéciales qui s'y rencontrent. Le plus souvent, les autorités locales n'ont ni les moyens techniques, ni les moyens financiers d'en faire dresser un.

Il est d'autre part certain que le développement économique pose des problèmes bien différents d'une région à l'autre. Ces régions peuvent être classées dans un petit nombre de catégories fondamentales. Les grands problèmes particuliers à chaque type de région exigent une étude scientifique d'ensemble, en sorte que le développement économique puisse être fondé sur les bases techniques les plus solides. Il est possible de classer les différentes régions en : zone aride, zone tropicale humide, plateaux de haute altitude et enfin régions côtières. Dans chaque cas, il y aura lieu d'étudier les conditions de la vie humaine et animale, la production de l'énergie, l'hydrographie, et l'exploitation des ressources végétales et minérales ainsi que la relation de chacun de ces domaines à l'ensemble des autres. De telles études seraient faites dans les meilleures conditions dans des instituts spéciaux à chaque région, et dont l'organisation et le fonctionnement initial pourraient être assurés par l'Unesco. Dans ces instituts seraient ainsi formés des spécialistes susceptibles d'en assumer ensuite la direction.

METHODES : Missions d'enquête préliminaire, conseillers techniques et scientifiques, bureaux de coopération scientifique, instituts de recherches et scientifiques, centres d'étude, bourse.

EXPERIENCE ACQUISE : L'Unesco a pris l'initiative de fonder un Institut de l'Hydro amazonienne dont le programme de recherche devra s'orienter vers la mise en valeur de cette région, ayant tous les caractères de la zone tropicale humide. D'autre part, par l'entremise de ses bureaux de coopération scientifique, l'Unesco s'est trouvée quelquefois à même de contribuer à la solution de problèmes industriels locaux. Les mesures préliminaires prises en vue de la création d'un Conseil international des sciences de l'ingénieur ont amené l'Unesco à se documenter de très près sur ces questions.

IX. — PROTECTION DES CULTURES LOCALES

SI l'on ne s'occupe pas de l'éducation en même temps que du progrès technique, il est presque inévitable que soient sapées les valeurs culturelles du pays assisté tandis que s'y substituent insidieusement celles de l'Etat ou des Etats qui fournissent assistance. Mais tous les genres d'éducation ne sont pas propres à conjurer ce risque. L'éducation elle-même peut exercer une action destructrice si elle n'est adaptée aux besoins culturels et sociaux d'un peuple donné. Faute d'une telle adaptation, elle risque d'aboutir à l'apparition d'une classe d'intellectuels déracinés.

L'histoire nous fournit maint exemple dramatique de sociétés plongées dans le désordre par un effort disproportionné d'industrialisation et parfois le monde entier en ressent les funestes effets. Les cas les plus graves, à cet égard, sont ceux des pays où ce qu'on appelait à tort le "progrès" est venu de l'extérieur.

De tels exemples font voir la nécessité d'associer aux divers projets de développement économique des services de spécialistes, anthropologues et sociologues, dont les conseils permettront d'orienter ce développement écono-

mique pour chaque peuple selon les exigences de la civilisation qu'il prise. L'assistance des sociologues ne saurait évidemment suffire pour éviter tous les risques inhérents à une entreprise de cette envergure.

Lorsqu'en réponse à une demande d'assistance technique, un groupe d'enquêteurs va se documenter sur les besoins et les problèmes propres à un pays donné, il convient que l'équipe comprenne un expert chargé d'étudier les facteurs d'ordre culturel et sociologique qui entrent en jeu, et de signaler quelles répercussions aura sur le plan sociologique le programme d'assistance envisagé. Cet expert devrait se préoccuper essentiellement de fournir des avis en vue d'assurer la protection de la culture locale, puisque la protection des cultures nationales est l'une des missions qui incombent à l'Unesco.

En outre, de tels experts pourraient souvent contribuer utilement à stimuler les industries locales fondées sur les arts et les métiers indigènes. En assurant la survivance de ces professions, on pourrait non seulement contribuer à protéger l'ensemble de la culture locale, mais encore conserver une source possible de prospérité économique et finalement mettre à la disposition des représentants d'autres cultures de précieux éléments du patrimoine culturel de l'humanité.

METHODES : Emploi de sociologues, d'anthropologues et de spécialistes des arts et des métiers indigènes, comme membres des missions d'enquête préliminaire et comme conseillers des gouvernements dans l'application de leurs programmes de développement économique.

EXPERIENCE ACQUISE : L'activité de l'Unesco dans le domaine des sciences sociales tient constamment cette institution en contact avec les organisations nationales et internationales d'anthropologues, de sociologues et d'autres spécialistes des sciences sociales. L'Unesco s'est également occupée d'enquêtes sur les rapports entre la technologie et les tensions sociales, où sont impliqués beaucoup de problèmes qui se posent à propos des plans de développement économique. Elle a déjà exécuté trois enquêtes anthropologiques très poussées, du genre indiqué plus haut, et se propose de publier une monographie sur les méthodes d'enquête.

DEBOIRES D'ANTONIO ARANGO

Dans la collection Unesco :
"Les hommes et leur nourriture"



AVANT même de découvrir la côte, le passager dont le navire approche du port colombien de Barranquilla, sur la mer des Antilles, aperçoit la terre de Colombie.

La mer, jusqu'alors d'un bleu tropical, devient jaune à perte de vue.

D'où lui vient cette coloration jaunâtre ?

Le port de Barranquilla est situé sur l'estuaire du fleuve Magdalena. Un grand fleuve qui, venu du cœur de la Colombie, se jette dans la mer des Antilles après avoir effectué un parcours de 1.550 km. C'est la terre que le fleuve Magdalena charrie constamment qui donne à l'eau de mer cette tonalité jaunâtre sur plusieurs kilomètres autour du port de Barranquilla. Et d'où vient cette terre ?

Elle vient de la vallée du Magdalena et des flancs des montagnes des Andes qui bordent la vallée à l'est et à l'ouest. Arrachée par les pluies, elle a été charriée par les ruisseaux, les affluents et les rivières tributaires.

A son tour, le fleuve Magdalena a entamé ses propres rives. Le voyageur contemple d'un œil indifférent ce ton jaune de la mer.

Il ne se doute pas que chaque jour, que dis-je, chaque heure, chaque minute, toute la richesse d'un peuple est précipitée dans les flots.

Cette terre végétale entraînée par le fleuve nourrit des plantations de café, de banane, de maïs.

J'AI connu Antonio Arango sur la Cordillère des Andes où il a vécu, sans le comprendre, ce drame de la bonne terre qui s'en va.

Antonio Arango avait consacré les économies de toute une vie à l'achat d'un lot de terrain : vingt hectares dans la Cordillère. Une épaisse forêt le couvrait, signe certain de la fertilité du sol. "Partout où peuvent pousser d'aussi grands arbres, la terre est bonne", s'était dit Antonio, en contemplant avec satisfaction l'épaisse couche végétale que laissait voir l'incision faite par le cours d'eau. Entre les bosquets d'arbres moussus et couverts de parasites, ce ruisseau roulait des eaux limpides, des eaux d'un cristal si pur qu'Antonio et ses enfants l'appellèrent "El diamante". Un emplacement rêvé pour y bâtir une maison qui dominerait le vaste paysage !

Antonio Arango affûta sa hache et son couteau. L'acier triompherait de la forêt vierge. Aidé de sa femme et de ses trois enfants, il travailla comme un forcené. Sous les coups de sa hache infatigable, les arbres s'abattaient à grand fracas. Il ne fallait pas songer à en tirer parti, car il n'existait ni chemin pour les transporter, ni village voisin où les vendre. Aussi, profitant d'une série de beaux jours, Antonio Arango entassa les troncs gisants et leur mit le feu.

SUR d'autres flancs de la montagne, d'autres colons l'imitaient.

Ce fut un formidable incendie. Comme ils crépitaient dans la fournaise, les géants abattus, et comme ils fuyaient devant les flammes, les animaux et les oiseaux de la forêt vierge !

Enfin, la terre fut déblayée et Antonio Arango sema du maïs. A l'exception toutefois de deux hectares, dont il fit une prairie pour sa vache. Enfin, sur la hauteur, il bâtit sa maison. En l'honneur de sa fidèle compagne qui avait tant peiné, Antonio baptisa la propriété d'un joli nom : "La Isabela".

La première récolte fut pleine de promesses. Comme il poussait haut le maïs, quels beaux épis, fournis et vigoureux ! "Pour le travail, je ne crains personne", di-

sait Antonio, orgueilleux du fruit de ses efforts. Et il continua à semer du maïs. Mais de grands changements survinrent.

"EL diamante", naguère profond et limpide en toutes saisons, n'était plus en été qu'un mince filet d'eau. Et à l'époque des pluies, il se muait en un torrent jaunâtre qui charriait des pierres, de la boue, des lambeaux de sol. Les récoltes se firent plus maigres. Antonio Arango vendit sa vache, que la prairie ne suffisait plus à nourrir. Il s'inquiéta. Les affaires n'allaient plus du tout.

Un beau jour, alors qu'il semait du maïs, son fossier heurta le roc. La couche d'humus s'était amincie au point que, déjà, des pierres commençaient à poindre de toutes parts. L'argent manquait à la maison. Les enfants n'avaient plus de quoi manger. Finalement, il ne resta plus d'"El diamante" qu'un lit caillouteux. Alors, avec ses compagnons, les heureux colons de naguère, Antonio Arango partit en quête d'une autre pièce de forêt vierge pour tout recommencer.

CE petit drame qu'a vécu Antonio Arango se répète à l'échelle nationale, continentale, mondiale. Il a été calculé que l'érosion du sol coûte chaque année à la Colombie 10.000 propriétés de 20 hectares chacune. C'est-à-dire que, chaque année, 10.000 familles se trouvent dans la même situation que celle d'Antonio Arango.

Le Dr. H. H. Bennett, apôtre nord-américain de la conservation du sol, affirme que son pays a perdu sans retour 120 millions d'hectares et que 313 millions d'hectares sont menacés. Des auteurs qui font autorité ont signalé ce même danger dans d'autres pays et d'autres continents.

Il n'y a pas seulement l'histoire de l'homme qui voit disparaître sa terre. Il y a aussi le cas de celui qui, vivant misérablement et s'acharnant en vain sur une terre appauvrie, assiste à sa propre ruine et à la dégénérescence de sa race.



"Comme beaucoup de ses compagnons, colons heureux de naguère, Antonio partit en quête d'une autre pièce de forêt vierge, pour tout recommencer".

(Les dessins reproduits sur cette page sont de Mlle Emma Reyes, artiste colombienne).

"Quid faciat laetas segetes"...

NOUS publions ici, traduits de l'espagnol, les deux premiers chapitres de l'"Histoire d'Antonio Arango", de M. Guillermo Nannetti, qui doit paraître dans la série de brochures publiées sous le patronage de l'Unesco sur le thème "Les hommes et leur nourriture".

Le Dr. Nannetti nous conte l'histoire d'un fermier et de sa famille. Ayant acquis un terrain fertile dans la partie colombienne de la haute Cordillère des Andes, ce fermier vit sous ses yeux disparaître sa richesse, faute d'avoir su protéger le sol contre l'érosion. Le récit est écrit à l'intention des paysans, qui doivent apprendre à utiliser les méthodes modernes des sciences agricoles pour préserver leurs terres et leur nourriture. Le style, simple et empreint d'une haute poésie, s'écarte à dessein des normes habituelles et présente un contraste marqué avec celui des autres brochures de la série.

M. Nannetti est ancien ministre de l'Éducation nationale en Colombie ; jouissant d'une renommée internationale comme expert de l'éducation de base et de l'éducation des adultes, il était l'an dernier directeur du stage d'études de l'Unesco sur l'éducation de base, à Caracas, et il dirige ce mois-ci le groupe de travail de l'éducation des adultes au stage d'études de Rio-de-Janeiro sur l'alphabétisme. Il est membre du Conseil exécutif de l'Unesco.

Des arrangements ont été conclus pour que cette brochure soit publiée en version originale espagnole par la Sud-Americana de Buenos-Aires. L'édition anglaise est publiée par le Bureau of Current Affairs sous le titre "Alphabet of the soil".

La campagne "Les hommes et leur nourriture" suscite un vif intérêt dans le monde entier. Elle fera l'objet des délibérations de l'Association française pour l'avancement de la science, qui se réunira ce mois-ci à Clermont-Ferrand, de la British Association for the Advancement of Science, qui se réunira en Angleterre en septembre, et de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies, qui se réunira à Rome à la même époque.



"Sous les coups de sa hache infatigable, les arbres s'abattaient à grand fracas."

COMMENT DISPARAIT LA TERRE

Histoire d'une parcelle de terre

REVENONS-EN à Antonio Arango. Qu'est devenue la terre d'Antonio ? Pourquoi cette bonne terre a-t-elle fourni plusieurs récoltes de maïs ? Pourquoi la terre qui reste ne donne-t-elle plus de moisson ? Pourquoi et comment la bonne terre s'en est-elle allée ? Qui donc a volé la bonne terre ? Et avec elle la richesse, le bien-être, l'avenir d'Antonio Arango et de ses enfants ? Qui a subtilisé le ruisseau ?

AH ! si Antonio Arango avait pu observer à travers un microscope une seule parcelle de bonne terre ! Il aurait vu que cette terre n'est pas un simple agglomérat de cristaux symétriques, comme l'est le terrain du sous-sol. Non, la bonne terre, elle, est chose presque vivante. Des bactéries, de petits organismes microscopiques s'y meuvent.

SUR la couche du sous-sol, comme sur la mauvaise terre de la parabole biblique, le grain meurt. Sans son enveloppe de terre organique, notre planète serait aussi morte que la Lune. Aussi morte que les régions rocheuses et désertiques d'où l'humus a disparu, balayé par les pluies et les vents. Aussi morte que "La Isabela", la propriété d'Antonio Arango... Et ce terreau, seul rempart entre la vie et la mort de notre planète, est emporté chaque jour avec la complicité de notre imprévoyance coupable. Mais, cette terre, comment est-elle partie ?

LORSQUE le terrain d'Antonio Arango était couvert d'arbres, la pluie, après avoir cinglé les feuilles, roulait doucement le long des branches et des troncs pour s'infiltrer entre les racines jusqu'au sous-sol. La bonne terre n'était pas atrocement bousculée par l'eau, au contraire, cette eau s'emmagasinait dans le sous-sol. Et c'est ainsi qu'était né "El diamante", le ruisseau aux ondes de cristal limpide.

Mais lorsque Antonio Arango abattit la forêt, la bonne terre se trouva exposée, nue et sans défense, aux coups de la pluie.

Alors, chaque goutte, en sa chute violente, frappa comme un marteau une parcelle de bonne

terre. Sous le choc de la goutte, cette parcelle de bonne terre s'effrita, et l'eau accumulée se mit à dévaler la pente, entraînant le sol avec elle. Par endroits, les filets d'eau, devenus de véritables petits ruisseaux, se creusaient des lits, ouvrant dans le terrain de vastes crevasses. "El diamante" a grossi et son eau n'est plus potable", disait Antonio Arango en contemplant le torrent trouble et fangeux. Et il ne savait pas qu'"El diamante" emportait sa bonne terre garante de ses récoltes, de ses richesses, de ses espoirs et de l'avenir de ses enfants.

L'EAU qui s'infiltrait dans le sous-sol est la sève du monde. L'eau de pluie qui court à la surface est une voleuse de terre. D'où l'importance des arbres. La végétation est comme un parapluie qui protège le sol. Elle fait en sorte que l'eau tombe doucement et pénètre dans le sous-sol. La forêt est la mère des sources. Les racines des arbres sont comme des mains amies qui retiennent le sol entre leurs doigts multiples. Les feuilles et les fruits qui tombent fertilisent le sol et forment la terre végétale. Les arbres abritent des vents, règlent l'humidité, protègent contre la chaleur et le froid. Ils empêchent les inondations. Ils purifient l'air que nous respirons. Judicieusement cultivés et exploités, ils sont une source intarissable de revenus.

LA science a triomphé de l'érosion. Il existe un ensemble de pratiques simples qui s'opposent au glissement de la bonne terre. Ah ! si quelqu'un avait appris à Antonio Arango à tracer ses sillons selon le profil de la colline ! A construire une terrasse au pied de la pente. A cicatriser par de simples barrages de cailloux et de troncs d'arbres les crevasses creusées par l'érosion. Si quelqu'un avait dit à Antonio Arango que le maïs n'est pas recommandable sur les terrains en déclivité, mais que, par contre, il est possible d'y cultiver avec succès d'autres plantes plus profitables ! Si quelqu'un lui avait enseigné à planter entre les sillons certains arbustes qui empêchent le sol de glisser !

Et si l'on étendait tout cela à tous les Antonio Arango du pays et du monde ! A tous les Smith, à tous les Chung, à tous les Abdallah, à tous les hommes des champs sous toutes les latitudes ! Tel est le but que se propose, dans le cadre de l'éducation de base, la Conservation des ressources naturelles.

Administration et Rédaction : UNESCO, 19, Avenue Kléber, Paris (6^e).

Réd. en chef : S.-M. Koffler. — Secrétaire de Rédaction : R. Grenier.

Directeur : C. A. PRATO.

TOUTE REPRODUCTION AUTORISÉE

IMPRIMERIE DU "NEW YORK HERALD TRIBUNE", 21, Rue de Berri, Paris (8^e), Unesco Publication 381